Rapport annuel 2013

Bilan de l'année

Banque interaméricaine de développement

BID

Résumé financier 2009–2013

Capital ordinaire (En millions de dollars des États-Unis)	2013	2012	2011	2010	2009
Principaux éléments opérationnels					
Prêts et garanties approuvés[1,2]	$13 290	$10 799	$10 400	$12 136	$15 278
Décaissements de prêts	10 558	6 883	7 898	10 341	11 424
Remboursements de prêts	8 462	4 571	4 601	5 598	4 542
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement nets, après swaps	$21 226	$14 592	$13 882	$16 585	$20 204
Encours des prêts	70 679	68 640	66 130	63 007	58 049
Fraction non décaissée des prêts approuvés	29 207	26 987	23 994	22 357	21 555
Total des actifs[2]	97 007	92 209	89 432	87 217	84 006
Encours des emprunts, après swaps	67 460	59 754	58 015	57 874	57 697
Fonds propres[2]	23 550	20 681	19 794	20 960	20 674
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts, après swaps	$ 1 858	$ 1 668	$ 1 742	$ 1 830	$ 2 002
Revenu (perte sur) placements	215	382	108	624	831
Frais liés aux emprunts, après swaps	401	519	462	550	951
Revenu (perte) d'exploitation	881	910	836	1 252	1 294
Ratio					
Ratio[2] du total des fonds[3] propres aux prêts[4]	33,6%	31,1%	31,3%	33,4%	34,2%

Fonds des opérations spéciales (En millions de dollars des États-Unis)	2013	2012	2011	2010	2009
Principaux éléments opérationnels					
Prêts approuvés	$ 251	$ 320	$ 181	$ 297	$ 228
Décaissements de prêts	322	317	368	398	414
Remboursements de prêts	222	196	195	214	220
Données du Bilan					
Espèces et titres de placement	$ 1 131	$ 1 200	$ 1 212	$ 1 413	$ 1 410
Encours des prêts, nets	4 364	4 277	4 162	4 004	4 317
Fraction non décaissée des prêts approuvés	763	843	846	1 038	1 290
Total des actifs	5 512	5 494	5 392	5 436	5 747
Solde du fonds	5 056	4 958	4 796	4 670	5 205
Données du Compte de résultat					
Revenu des prêts	$ 64	$ 65	$ 68	$ 74	$ 83
Dépenses (revenu) de coopération technique	(8)	(8)	(9)	24	23
Dépenses d'allégement de la dette	—	—	—	484	(3)
Transferts de la réserve générale	—	—	44	364	122
Revenu (perte) net	53	66	20	(792)	(14)

[1] N'inclut pas les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial et les participations à des prêts sans garantie souveraine.
[2] À compter du 31 mars 2013, les Effets à recevoir des membres ont été reclassés par la Banque des Actifs aux Fonds propres, soit un montant de 262 millions de dollars au 31 décembre 2013.
[3] Le « Total des fonds propres » est défini comme la Fraction libérée du capital moins les Souscriptions au capital à recevoir, les Bénéfices non distribués et les provisions pour pertes sur prêts et garanties, moins les soldes liquides en devise nationale des pays emprunteurs, les effets à recevoir des membres, et les effets cumulés des ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères (mesure hors GAAP).
[4] Inclut l'encours des prêts et l'exposition aux garanties.

Lettre d'accompagnement

Conformément aux exigences du règlement administratif de la Banque interaméricaine de développement, le Conseil d'administration remet par les présentes à l'Assemblée des Gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour l'année 2013. Ce Rapport annuel consiste en un volume imprimé intitulé « Bilan de l'année », qui présente un compte rendu des opérations réalisées par la Banque durant l'année 2013 (prêts, garanties et dons). La version électronique du Rapport annuel disponible sur www.iadb.org/ar/2013 contient également l'ensemble complet des états financiers des ressources de la Banque.

17 mars 2014

BID

Un partenaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Rapport annuel 2013

Bilan de l'année

Le Groupe BID est constitué de la Banque interaméricaine de développement (BID), de la Société interaméricaine d'investissement (SII) et du Fonds multilatéral d'investissement (MIF, un fonds administré par la BID). La BID, qui est la plus grande et la plus ancienne banque multilatérale de développement régional, constitue la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique Latine et des Caraïbes. La SII a pour mission principale de soutenir les petites et moyennes entreprises, tandis que le MIF s'attache à promouvoir la croissance du secteur privé au travers de dons et d'investissements. Au terme de l'année 2013, la BID a approuvé 232 milliards de dollars de prêts et de garanties pour le financement de projets, pour un montant total d'investissements de 481 milliards et un montant total de dons de 5,7 milliards. La BID tire ses propres ressources financières de ses 48 pays membres, des emprunts réalisés sur les marchés financiers et des fonds fiduciaires administrés par la BID, ainsi que par le biais d'opérations de cofinancement. La BID bénéficie de la cote de crédit maximale AAA. Son siège se trouve à Washington, D.C. et elle possède des agences dans 26 de ses pays membres en Amérique Latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'à Madrid et à Tokyo.

PAYS MEMBRES

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, États-Unis, El Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Slovénie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela

Table des matières

Message du Président 1

Conseil d'administration 3

I. Récapitulatif des opérations 5

II. Mise en œuvre de la Neuvième augmentation générale du Capital 15

États financiers sans Notes et Annexes 23

Capital ordinaire 23

Fonds des opérations spéciales 26

Compte du Mécanisme de financement intermédiaire 29

Mécanisme de don de la BID 30

Contenu additionnel disponible en ligne uniquement

Commentaires et analyse de la Direction : Capital ordinaire

États financiers

- Capital ordinaire
- Fonds des opérations spéciales
- Compte du Mécanisme de financement intermédiaire
- Mécanisme de don de la BID

Tableaux et Annexes

Jamaïque. Le projet pour la sécurité des citoyens et la justice comprend une assistance financière aux programmes de formation professionnelle, ainsi que des programmes de résolution des litiges, de mentorat, d'enseignement correctif et de soutien aux parents, et des centres pour adolescents.

Message du Président

Alors que l'activité économique de l'Amérique latine et des Caraïbes est restée forte en 2013, la volatilité des marchés financiers internationaux et le repli des prix des marchandises de base ont eu un impact négatif sur la croissance de la région, qui s'est tassée légèrement pour tomber à 2,7 %.

En raison d'un environnement externe moins favorable, qui se caractérise par une faible demande à moyen terme et par l'émergence de risques potentiels pour les marchés financiers internationaux, ce à quoi il faut ajouter une marche de manœuvre plus étroite en matière de stimulus fiscal, la Région doit relever le défi d'accroître sa croissance sans néanmoins pouvoir compter sur les conditions externes favorables dont elle a bénéficiées au cours de la dernière décennie. Dans ce contexte, la priorité doit être d'augmenter la croissance potentielle à moyen terme par le biais de réformes visant à débloquer les goulots d'étranglement mettant à mal la productivité, les épargnes internes et l'investissement.

Il existe un consensus dans les milieux universitaires et politiques concernant le plan à mettre en œuvre dans la Région. Nous devons améliorer la qualité de l'enseignement pour améliorer la qualité de l'éducation. Sans investissement majeur dans l'infrastructure (amélioration des autoroutes, ports, chemins de fer et aéroports), notre compétitivé restera irrégulière. C'est uniquement en innovant davantage, à travers la recherche et le développement et le déploiement du capital humain, que nous pourrons convertir des résultats provisoires en résultats pérennes. En outre, c'est par une intégration plus poussée, en éliminant les barrières au commerce et au mouvement des personnes et des capitaux, que nous pourrons aspirer à rivaliser avec les économies asiatiques les plus dynamiques sur le plan de la croissance.

Nous devons reconnaître la nécessité impérative, tant à court qu'à long terme, de protéger la biodiversité et les ressources en eau inégalées de notre Région et d'aider les populations vulnérables à atténuer les risques associés au réchauffement climatique.

L'un des piliers centraux d'une croissance durable et inclusive est la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Malgré la baisse continue du chômage et de la pauvreté, des symptômes de stagnation commencent à se faire sentir. La classe moyenne, en croissance continue dans la Région, appelle tout naturellement les gouvernements à plus d'efficacité dans la prestation des services.

La Banque interaméricaine de développement s'engage à aider la Région à relever ces défis. Dans ce contexte, je suis ravi de faire part d'excellents résultats pour 2013. Nous avons approuvé le financement de 168 projets, pour un montant de 14 milliards de dollars, en privilégiant le développement des institutions, l'infrastructure, l'environnement, le développement social, l'intégration régionale et le commerce extérieur. Sur l'ensemble des prêts et garanties approuvés en 2013, 2,1 milliards ont été consacrés aux opérations du secteur privé sans garantie souveraine.

L'importance accrue que nous accordons à l'exécution s'est traduite par une montée en puissance des décaissements, qui ont totalisé 11,2 milliards de dollars. La Banque a approuvé par ailleurs un total de 404 millions de dollars d'opérations de financement au titre des dons.

La Banque n'aurait pu accomplir les progrès de cette année sans l'engagement du Conseil et de la Direction envers la Région. Nous continuons de renforcer notre capacité à servir les pays et citoyens d'Amérique latine et des Caraïbes. En témoignent les importantes réformes de gestion interne qui ont été mises en place dans le cadre de l'augmentation de capital BID-9, ainsi que les initiatives lancées pour améliorer les activités que le Groupe BID entreprend avec le secteur privé.

En ce qui concerne ce dernier point, des progrès ont été réalisés en 2013 avec la définition d'une nouvelle vision de notre collaboration avec le secteur privé. Nos objectifs clés ont été de garantir que nos interventions soient conçues de manière stratégique pour créer les occasions de contribuer davantage au développement. Et ils ont également visé à privilégier les approches systémiques qui, plus efficaces que les projets individuels, permettent de mobiliser des ressources supplémentaires provenant de sources de financement plus diversifiées.

Le programme de travail établi par le Groupe BID pour l'année 2014 est vaste et diversifié. Il sera comme toujours guidé par l'objectif de mieux servir une Région qui, tout en se développant et en allant de l'avant, doit s'assurer que ses progrès bénéficient à tous les segments de sa population.

Luis Alberto Moreno
Président
Banque interaméricaine de développement

Conseil d'administration

Les actionnaires de la BID, c'est-à-dire ses 48 pays membres, sont représentés par l'Assemblée des Gouverneurs, la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Les Gouverneurs délèguent une grande partie de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment pour un mandat de trois ans les 14 membres. Les administrateurs pour les États-Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 suppléants, ayant pleins pouvoirs en l'absence des administrateurs principaux. Le Conseil d'administration est responsable de la supervision quotidienne des opérations de la Banque. Il établit les politiques de la Banque, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt des prêts consentis, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et entérine le budget d'administration de l'institution. L'action du Conseil d'administration est guidée par les Règlements du Conseil d'administration et le Code de déontologie applicable aux administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents constituent des documents publics.

Premier rang (de gauche droite): Leo Kreuz, Carol Nelder-Corvari, Luis Hernando Larrazábal, María Pérez Ribes, Carla Anaí Herrera, María de los Angeles González Miranda, Juan Carlos Echeverry

Rang du milieu : Hugo Rafael Cáceres, Kurt Johny Burneo Farfán, Muriel Alfonseca, Cristina Penido, James Haley

Dernier rang : Hironori Kawauchi, Christian Hofer, Gabriela V. Costa, Antonio De Roux, Ricardo Carneiro, Zulfikar Ally, Federico Chinchilla, Per Oyvind Bastoe

Pas présents: Gustavo Arnavat, Yasuhiro Atsumi, Adina Bastidas, Alejandro Foxley, Kurt Kisto, Xavier Santillán

5 mars 2014

Chili. En 2009, le gouvernement du Chili a annoncé son intention d'intégrer jusqu'à 20 % de son énergie renouvelable non conventionnelle dans la matrice énergétique du pays d'ici à 2020. La Banque a financé une série d'études et d'investissements axés sur l'utilisation de l'énergie solaire dans le désert d'Atacama.

I. Récapitulatif des opérations

Projets : Approbations, décaissements, flux nets et portefeuille actif

La Banque a approuvé en 2013 un programme de 168 projets, d'une valeur totale de 14 milliards de dollars, y compris 1,2 milliard au titre du Programme de réaffectation.[1] Le programme des approbations comprenait 145 opérations de placement totalisant 9,9 milliards de dollars, dont 58 étaient des opérations sans garantie souveraine (totalisant 2,1 milliards) et six des opérations approuvées au titre du Mécanisme de don de la BID (188 millions). Vingt-deux prêts à l'appui de réformes ont également été approuvés pour un total de 4 milliards de dollars et un projet au titre de la Ligne de crédit de la durabilité du developpement. Sur le total des prêts approuvés en 2013, 13,3 milliards de dollars ont été financés par le Capital ordinaire de la Banque, 251 millions par le Fonds des opérations spéciales (FOS) et 188 millions par le Mécanisme de don de la BID.[2]

Ces résultats confirment la tendance à la hausse des approbations consenties par la Banque. Le volume annuel moyen d'approbations consenties par la Banque a augmenté sensiblement ces cinq dernières années par rapport aux années précédentes, pour passer de 7,8 milliards de dollars pour la période 2004–2008 à 12,9 milliards pour la période 2009–2013. Si l'on exclut les approbations au titre du Programme de réaffectation, le montant annuel moyen des approbations au cours de la période 2009–2013 était de 12,7 milliards de dollars.

La part des pays des Groupes C et D dans le total des approbations de la Banque a atteint 37 % du financement total approuvé.

Les prêts approuvés en 2013 étaient concentrés dans les cinq domaines prioritaires énoncés dans le cadre du plan BID-9 et ont contribué à la réalisation des objectifs énoncés dans le Cadre de résultats. En termes de secteurs, 36 % des financements approuvés ont été affectés à l'assistance institutionnelle au développement, 34 % aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 21 % aux programmes du secteur social et 9 % aux programmes d'intégration et du secteur commercial. En termes de nombre de projets, 44 % des nouvelles opérations approuvées étaient liées à l'assistance institutionnelle au développement, 32 % aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 13 % à l'intégration et au commerce, et 11 % aux secteurs sociaux.

Ces données ne reflètent pas les progrès accomplis dans la promotion de projets communs à plusieurs secteurs et créneaux. Grâce à la poursuite de l'utilisation du système de « double comptabilisation » et des efforts d'incitation à la création de ces synergies, le travail commun de différentes unités opérationnelles a donné lieu à l'approbation de 34 opérations (20 % du total approuvé). Ce niveau de collaboration contribue à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité globales des projets opérationnels de la Banque.

Figure 1 Approbations 2013 par secteurs

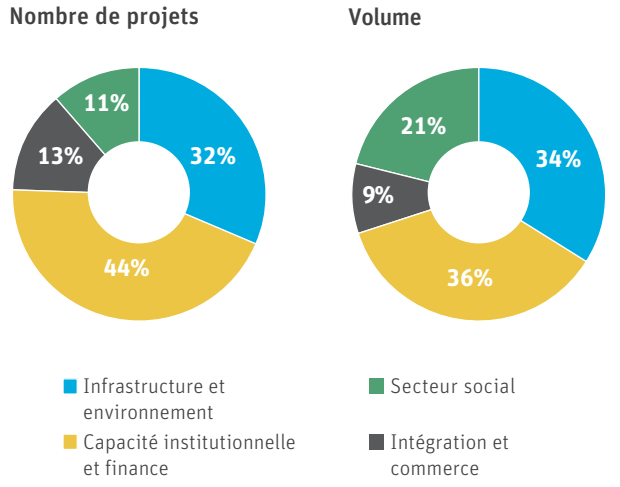


Tableau I. Approbations 2012 par secteurs[1]

(En millions de dollars des États-Unis)

Secteur	Nombre de projets	Montant	%
Agriculture et développement rural	7	227	2%
Énergie	9	534	4%
Environnement et catastrophes naturelles	6	178	1%
Tourisme durable	5	185	1%
Transports	20	2 804	20%
Eau et assainissement	6	775	6%
Sous-total Infrastructures et environnement	**53**	**4 702**	**34%**
Marchés financiers	20	1 614	12%
Industrie	1	4	0%
Entreprises privées et développement des PME	15	463	3%
Réformes / modernisation de l'État	26	2 319	17%
Sciences et technologies	1	24	0%
Développement et logements urbains	10	545	4%
Sous-total Organismes de développement	**73**	**4 970**	**36%**
Commerce	22	1 223	9%
Sous-total Intégration et commerce	**22**	**1 223**	**9%**
Éducation	6	726	5%
Santé	5	751	5%
Investissements sociaux	8	1 527	11%
Sous-total Secteur social	**19**	**3 004**	**21%**
Total	**167**	**13 899**	**100%**

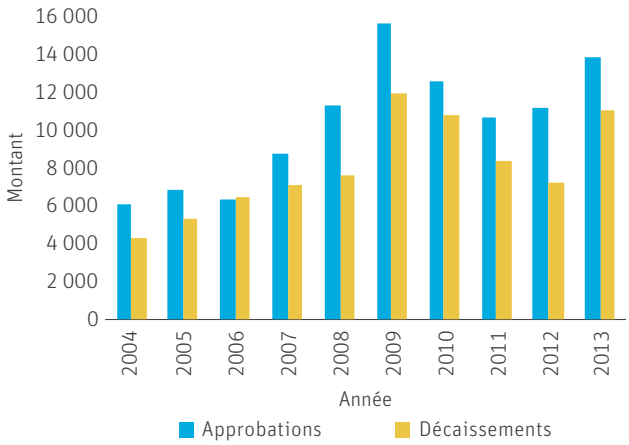
Les chiffres avant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.
[1] N'inclut pas les approbations de Ligne de crédit pour la durabilité du développement.

Décaissements. Les décaissements de la Banque ont totalisé 11,2 milliards de dollars en 2013, dont 453 millions correspondaient aux décaissements pour les opérations au titre du Programme de réaffectation et 186 millions au titre du Mécanisme de don de la BID. On observe la même tendance à la hausse des décaissements qui prévalait avant la crise.

Flux nets de ressources. Les flux nets de ressources destinés à la région issus des opérations de la Banque étaient positifs en 2013, à 2,5 milliards de dollars. En revanche, le flux net de trésorerie destiné à la région était négatif, à 280 millions de dollars. Le flux net de trésorerie est la somme des décaissements moins les remboursements prévus du principal (4,4 milliards de dollars), les remboursements anticipés (4,3 milliards), le paiement des intérêts et des frais (2,6 milliards) et 228 millions issus des conversions dans le cadre du Mécanisme de prêt en devise locale. Si l'on inclut également les décaissements au titre des opérations de coopération technique, le flux net positif au profit de la région serait de 32 millions de dollars. Il convient de noter qu'1,5 milliard des remboursements anticipés susmentionnés ont été réclamés par les emprunteurs dans le cadre du Programme de réaffectation.

Figure 2. Approbations et décaissements. 2004–2013

(En millions de dollars des États-Unis)



Portefeuille actif. Au terme de l'exercice financier 2013, le portefeuille actif des projets à garantie souveraine en exécution de la Banque comptait 648 opérations dont le solde non décaissé s'élevait à 28,4 milliards de dollars. Ces résultats, appuyés par un niveau d'approbation plus élevé, confirment la tendance à la hausse du portefeuille de la Banque. Le portefeuille s'est accru en moyenne de 19 % au cours des cinq dernières années (par rapport à la période des cinq années précédentes). Le volume annuel moyen des financements est passé de 38,6 milliards de dollars dans la période de 2004 à 2008 à 45,9 milliards dans la période de 2009 à 2013. Sur le total non décaissé, 60 % correspondaient aux secteurs des infrastructures et de l'environnement, 20 % aux programmes destinés aux organismes de développement et 17 % aux programmes du secteur social.

En termes de performance, 61 % du portefeuille actif des projets à garantie souveraine étaient jugés « satisfaisants » en 2013, 23 % en état « d'alerte » et 11 % étaient classés dans la catégorie des « projets problématiques ». Voici les raisons les plus courantes pour lesquelles des opérations sont classées dans la catégorie des « projets problématiques » : retard des processus d'appel d'offres et manque de clarté concernant les processus administratifs ou procédures de la Banque de la part de l'organisme d'exécution, en particulier au début de l'exécution d'un projet.

Compte tenu de la croissance du portefeuille de projets de la Banque ces dernières années, mais aussi de l'importance accordée à l'exécution et à la réalisation de résultats, la Direction se concentre désormais davantage sur l'identification et la gestion des projets problématiques et peu performants. En coordination totale avec les instances concernées, la Banque a également procédé à la reformulation et/ou à l'annulation de deux projets à garantie souveraine en 2013. Les entités en charge de l'exécution des projets ont bénéficié par ailleurs d'un soutien accru dans le but de renforcer les activités de gestion de projets dans les domaines de la gestion fiduciaire et de la projection des décaissements.

Activités liées au secteur privé et sans garantie souveraine

En 2013, la Banque a approuvé 58 opérations sans garantie souveraine d'une valeur totale de 2,1 milliards de dollars. Parmi ces opérations, 19 prêts, d'une valeur totale de 645 millions de dollars, ont été consentis au titre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial.

Le **service de financement structuré et d'entreprise** (*Structured and Corporate Finance Department*, SCF) a approuvé 47 projets (prêts et garanties) d'un montant total de 2 milliards de dollars en 2013, dont 44 % étaient destinés aux pays des Groupes C et D. En 2013, les décaissements ont totalisé 2,1 milliards de dollars. En 2013, le SCF a également mené à bien 27 transactions totalisant 960 millions de dollars de prêts A et 436 millions de dollars de prêts B. En conséquence, le portefeuille s'est accru pour dépasser 5 milliards de dollars, alors que simultanément, sa concentration par pays n'a cessé de se diversifier. Outre le commerce et l'intégration, les nouvelles approbations portaient principalement sur le développement des PME (23 %), l'énergie (18 %) et les marchés financiers (16 %).

2013 a été une année marquante pour le **Programme de facilitation des transactions de financement commercial** (TFFP) : les décaissements ont en effet atteint un niveau record (73 % de plus qu'en 2012). En 2013, la Banque a approuvé 19 prêts A pour un total de 645 millions de dollars et a émis des garanties pour un total de 568 millions. Le réseau TFFP compte aujourd'hui plus de 90 banques émettrices dans 21 pays d'Amérique latine et des Caraïbes et près de 300 banques confirmatrices à travers le monde, qui lui ont permis de soutenir cette année environ 1 milliard de dollars de transactions commerciales régionales et internationales dans le secteur privé.

L'initiative **Opportunités pour la majorité** (*Opportunities for the Majority,* OMJ), qui est consacrée au développement de projets innovateurs fondés sur le marché à l'intention des communautés à faibles revenus, a approuvé 10 opérations (prêts et garanties) d'un montant de 100 millions de dollars en 2013. D'autre part, l'OMJ a enregistré 40 millions de dollars de prêts B et mené à bien dix opérations totalisant 62 millions de dollars.

La **Société interaméricaine d'investissement** (SII) a approuvé 71 projets (prêts et opérations sur fonds propres) d'un montant total de 415 millions de dollars, renforçant ainsi le soutien apporté à la croissance et au développement des PME dans la région. Sur ce total, 40 % ont été attribués aux pays des Groupes C et D. Le portefeuille de

développement de la SII a augmenté de 27 % pour passer de 920 millions de dollars au début de son plan d'action actuel, en décembre 2010, à plus d'1 milliard de dollars à la fin de l'année 2013.

En 2013, le **Fonds multilatéral d'investissement** (**Multilateral Investment Fund,** MIF) a maintenu ses efforts pour améliorer l'accès au financement, aux services de base, aux marchés et aux compétences, en approuvant 68 projets d'un montant total de 108,3 millions de dollars, dont 60 au titre de dons de coopération technique, et huit au titre d'opérations de prêts et de placements conjuguées à des dons. Les projets du MIF ont bénéficié de ressources financières additionnelles d'un montant total de 319 millions de dollars. À la fin de l'année 2013, le MIF détenait un portefeuille actif de 502 projets pour un montant total approuvé de 738,4 millions de dollars. Cette année, le total des décaissements s'élevait à 91,3 millions de dollars.

En 2013, un total de 12 projets (22 opérations) ont été approuvés dans le cadre du **Programme d'entreprenariat social** (*Social Entrepreneurship Program*, SEP), pour un montant total de 10,6 millions de dollars. Près de 60 % des ressources approuvées en 2013 dans le cadre du programme SEP étaient destinées aux pays des groupes C et D. Les projets du SEP étaient constitués de prêts à long terme et de projets de coopération technique visant à étendre l'accès aux services financiers, aux dispositifs d'économie d'eau et d'énergie, aux chaînes de valeur et aux marchés d'exportation pour les populations rurales et les petits producteurs.

Dons et coopération technique non remboursable

En 2013, la Banque a géré 63 fonds au titre des opérations de don et de financement des prêts, dont 19 étaient des programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire (OC SP/G), 37 étaient des fonds fiduciaires à un ou plusieurs donateurs, et sept étaient des fonds intermédiaires financiers. En 2013, le montant total des contributions totales aux fonds fiduciaires des donateurs et aux dons spécifiques aux projets s'élevait à 260 millions de dollars.

Il convient de noter en particulier une contribution importante aux dons spécifiques aux projets par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) de l'ordre de 20 millions de dollars. Le Japon a apporté une contribution de 9 millions de dollars en 2013, ce qui représente une augmentation de 43 % par rapport à 2012, alors que la contribution de près de 16 millions apportée par le Fonds nordique de développement représente une hausse de 14 % par rapport à 2012.

Les approbations de financement des dons, y compris les dons au titre d'investissements, ont totalisé 404 millions de dollars, soit une hausse de 45 % par rapport à 2012. Le taux d'approbation des fonds à un ou plusieurs donateurs, ainsi que des dons spécifiques aux projets, a ralenti par rapport à 2012. En revanche, les approbations des fonds intermédiaires financiers, des dons spécifiques aux projets et des programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire, ont augmenté de 132 %, 73 % et 58 %, respectivement, par rapport à la même période de 2012. En fait, les approbations des programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire ont atteint un niveau record de 147,3 millions de dollars à la fin de l'année. Ces chiffres record montrent l'importance des programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire à l'appui de la préparation et de l'exécution des prêts, mais aussi pour générer des produits de la connaissance afin de faciliter les activités de dialogue et d'émission porteuses d'opérations futures pour la Banque.

En 2013, les fonds fiduciaires des donateurs et les programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire ont financé respectivement 35 et 36 % du montant approuvé des dons non remboursables, tandis que les 28 % restants ont été financés par les ressources des donateurs aux dons spécifiques aux projets. Si l'on tient compte uniquement des approbations d'opérations de coopération technique non remboursables, la répartition des fonds fiduciaires des donateurs, des programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire et des dons spécifiques aux projets est de 33, 48 et 19 %, respectivement. Sur le total des opérations de coopération technique approuvées en 2013, 13 % des ressources ont été consacrées à l'appui de la préparation, de l'exécution ou de l'évaluation des opérations de prêt, 47 % aux opérations de soutien aux clients et 29 % au financement des produits de recherche et de diffusion.

Portefeuille de coopération technique. Le portefeuille de financement des dons compte actuellement 1 530 opérations approuvées pour un montant d'1,8 milliard de dollars, avec un taux de décaissement de 38 %. Cela représente une amélioration par rapport aux 33 % de décaissement enregistrés à la fin de l'année 2012. Cette augmentation reflète les efforts de la Direction d'améliorer l'exécution des projets et le dimensionnement des opérations de coopération technique, mais aussi de poursuivre l'amélioration engagée par le biais des Exercices d'optimisation du portefeuille. Concernant les opérations financées avec les ressources du Fonds des opérations spéciales, 99 opérations actives s'élevaient à 44,6 millions de dollars, avec un taux de décaissement de 74 %.

La réduction du nombre d'opérations de coopération technique en état d'alerte atteste également de l'amélioration de l'exécution du portefeuille actif de ces opérations : à la fin de l'année 2013, 16 % du portefeuille d'opérations de coopération technique était en état d'alerte, soit une baisse de 21 % par rapport à l'année précédente.

Dans le but d'améliorer l'exécution des opérations de coopération technique, un système d'alerte en temps réel basé sur le Web a été développé et implémenté pour surveiller ces opérations. Afin de garantir la réalisation des étapes clés dans les délais impartis, ce système d'alerte sur les opérations de coopération technique avertit les équipes de projet par messagerie automatique en cas de problème d'exécution ou à l'approche des délais. Ce système facilite par ailleurs la communication entre les chefs de projet, les assistants de projet et les avocats, ce qui a pour effet d'accélérer le lancement des opérations de coopération technique après leur approbation.

Nouveaux fonds. Durant l'année 2013, cinq nouveaux fonds ont été créés : un fonds fiduciaire à un donateur pour les opérations de prêt, le fonds de cofinancement chinois pour l'Amérique latine et les Caraïbes (le premier en son genre), avec une promesse de contribution de 2 milliards de dollars ; et deux programmes/dons spéciaux financés par le Capital ordinaire avec des fonds parallèles de plusieurs donateurs correspondant au Programme spécial de biodiversité et de services écosystémiques (*Biodiversity and Ecosystems Services Special Program*) et au Programme spécial d'accès au haut débit (*Broadband Special Program*). Par ailleurs, l'accord de la Banque avec FONTAGRO (Fonds régional pour la technologie agricole) a été prolongé de trois ans.

Fonds consolidés. Sept fonds ont été fermés au cours de l'année 2013 : le Fonds fiduciaire suédois pour les services de conseil et les activités de formation (SWC), le Programme de partenariat Sida-BID en Amérique centrale (FW1), le Programme de partenariat BID-Pays-Bas pour l'eau (NWP), le Fonds commercial BID-Canada (CCT), PROCIDADES, le Fonds fiduciaire chilien d'appui à l'innovation technologique en Amérique centrale et en République dominicaine (CTI) et INDES (ECI). Le reste des fonds du CTI a été transféré au fonds multidonateurs d'aide au commerce.

Cofinancement, alliances stratégiques et mobilisation des ressources

Cofinancement. En 2013, un total de 31 dons spécifiques aux projets d'un montant de 114,9 millions de dollars a été créé, approuvé et géré. Pour la première fois, la commission couvrant les frais administratifs de gestion des dons payés par le donateur d'un don spécifique à un projet, c'est-à-dire le département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni (DEFRA), a été distribuée aux services/unités intervenant dans la mise en œuvre du don, selon la méthodologie établie à cette fin par la Banque. D'un montant de 40 millions de dollars, dont 2,6 millions comptabilisés comme reçus (inclus dans les montants susmentionnés), l'accord avec le DEFRA était le plus important de ce type pour la Banque.

Partenariats stratégiques. En 2013, la Banque a poursuivi le développement, la gestion et l'amélioration des partenariats et plateformes par lesquels elle mobilise ses ressources financières et non financières. Les agences de la Banque en Europe et en Asie ont continué de faire appel à leurs partenaires traditionnels tout en renforçant leur collaboration avec des partenaires non traditionnels, en particulier les petites et moyennes entreprises. En Europe, la BID a renforcé ses liens avec les entités du secteur public, notamment avec l'Union européenne, en mobilisant près

de 81 millions de dollars. Au total, 154,8 millions de dollars issus du Fonds OPEC de développement international ont été mobilisés pour six opérations.

En 2013, près de 200 millions de dollars de financement ont été mobilisés pour le changement climatique. Le Fonds nordique de développement a contribué à différents projets en rapport avec l'énergie, y compris les fonds d'assistance technique et de garantie pour l'efficacité énergétique, et a collaboré avec la BID, le gouvernement de la République de Corée et GDF Suez pour parrainer le concours de l'innovation énergétique IDEAS. Les partenariats avec le Canada et le Fonds nordique de développement ont été renforcés en 2013. Par exemple, le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada a mobilisé 19,4 millions de dollars pour la création d'un dispositif destiné aux femmes entrepreneurs d'Amérique latine et des Caraïbes, et le gouvernement d'Alberta a investi près de 100 000 dollars dans des initiatives environnementales axées sur l'énergie.

Mobilisation des ressources. En 2013, le montant total des ressources mobilisées par la Banque s'élevait à plus de 3,1 milliards de dollars. Au total, 148 transactions et 104 partenaires actifs ont permis d'atteindre ce chiffre. Sur ce montant mobilisé, plus de 431 millions de dollars étaient imputables au financement des dons, tandis que 2,7 milliards provenaient du cofinancement.

De plus, 40 accords institutionnels ont été signés pour faire progresser et renforcer les partenariats en adéquation avec les priorités stratégiques de la Banque, à savoir le commerce, l'investissement, l'enseignement, la compétitivité et l'innovation, la sécurité des citoyens, le sport comme vecteur de développement, l'environnement, l'investissement d'impact, la coopération Sud-Sud et l'initiative Villes émergentes et durables.

Plateformes thématiques

Le caractère transsectoriel des domaines de travail comme les villes durables, la biodiversité, la sécurité des citoyens et l'accès au haut débit teste la capacité de la Banque à répondre avec efficacité et efficience aux défis structurels posés dans les pays de la région. Le développement de la collaboration entre les divisions et services dans le but de mettre au point des solutions complètes en réponse à ces défis constitue un facteur de réussite essentiel. À cet égard, des progrès ont été accomplis en 2013 dans le développement et la mise en œuvre des solutions suivantes.

Initiative Villes émergentes et durables (ESCI). L'initiative ESCI vise à soutenir la croissance durable dans les villes intermédiaires d'Amérique latine présentant un potentiel de développement écoresponsable, et d'amélioration de la compétitivité, de l'équité et de l'efficacité. Ce soutien est assuré par l'emploi d'une méthodologie qui commence par une rapide évaluation de 150 indicateurs, suivie d'un processus analytique de priorisation et de solutions techniques spécifiques. Ces étapes mènent à l'élaboration d'un plan d'action tenant compte du point de vue de la société civile et du gouvernement municipal.

Lancée en 2011, l'initiative ESCI en était à sa troisième année d'existence en 2013. Le programme est appliqué dans 26 villes, ce qui correspond à une population totale d'environ 25 millions d'habitants. Dans le but de renforcer l'impact du programme et sa reproductibilité dans la région, l'ESCI a noué d'importantes alliances avec des banques de développement locales en Colombie (Findeter) et au Brésil (Caixa Econômica). Ces institutions assurent le financement des municipalités et des états, et ont adopté la méthodologie de la BID pour le développement de plans d'urbanisation durables (plans d'action).

Programme de biodiversité et de services écosystémiques (BES). Les opérations de 2013 se sont concentrées sur l'économie de la biodiversité et des services écosystémiques dans le but d'intégrer le capital naturel dans les investissements publics et privés, y compris ceux financés par la Banque. Cela a été possible grâce à des activités telles que l'identification des écosystèmes prioritaires au moyen d'une approche innovante conjuguant des critères économiques et écologiques. Dix-neuf pays membres régionaux ont participé aux opérations financées par le programme BES. Des partenariats stratégiques ont été établis avec le Smithsonian Tropical Research Institute, l'université de Yale, *Amazonas Sustantável* et la Walton Foundation.

Un Comité consultatif pour le programme BES a été établi en juillet 2013 afin de fournir l'orientation qui permettra de produire un effet catalyseur dans la Région. Chaque membre apporte un point de vue unique forgé par son expérience de l'utilisation de la valeur du capital naturel de la Région pour réduire la pauvreté et favoriser la croissance économique. Dans le cadre du programme BES, un partenariat stratégique a été établi avec le Programme d'économie environnementale d'Amérique latine et des Caraïbes (LACEEP) par le biais du *Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza* (CATIE) au Costa Rica. Par ailleurs, une collaboration a été mise en place avec des institutions financières de la région en vue de mobiliser du capital pour les petites et moyennes entreprises qui protègent la biodiversité grâce à l'écotourisme, la certification des produits agricoles et la gestion durable des forêts.

Initiative pour la sécurité des citoyens. Depuis son lancement en avril 2012, l'initiative pour la sécurité des citoyens a évolué pour devenir aujourd'hui un instrument de financement de dons en complément de l'éventail d'outils dont disposent les pays pour renforcer l'efficacité de leurs politiques publiques dans les domaines de la sécurité des citoyens et de la justice. Parmi les sources de financement de la Banque au profit des opérations de coopération technique dans le secteur, cette initiative apporte une réponse aux goulots d'étranglement qui entravent constamment la formulation, l'exécution et l'évaluation de ces politiques. Elle soutient également la mise en œuvre des opérations qui contribuent à : (i) améliorer la disponibilité et la qualité des données sur la criminalité et la violence ; (ii) développer les capacités de planification, de gestion et d'évaluation des politiques publiques en matière de sécurité des citoyens et (iii) faciliter l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les pays.

À ce jour, l'initiative pour la sécurité des citoyens a permis de financer un total de 28 opérations de coopération technique par le biais de son programme spécial, pour un montant total de 12,2 millions de dollars. En 2013, 20 opérations, d'un montant total de 8,6 millions de dollars, ont été financées. Le portefeuille actuel de l'initiative est constitué d'opérations issues de divers secteurs de la Banque (reflétant le caractère transsectoriel des questions liées à la sécurité des citoyens), et les projets sont répartis de manière équilibrée à travers la région.

Haut débit. Promouvoir une société d'information grâce à l'accès au haut débit est une priorité importante de la Banque, qui se reflète dans la création, en 2013, d'un Programme spécial d'accès au haut débit. Cette initiative s'inscrit dans une vaste plateforme visant à soutenir l'expansion de l'accès au haut débit, ainsi que son adoption et son utilisation à travers la Région, et ce, dans le but d'améliorer l'accès aux technologies d'information et de communication pour les citoyens, les administrations publiques et les entreprises.

En 2013, une assistance a été fournie aux pays de la région par le biais du Fonds d'accès au haut débit de 3,5 millions de dollars établi dans le cadre de l'initiative et structuré autour de trois piliers : (i) le développement de plans d'accès au haut débit et de modèles de gouvernance ; (ii) la réglementation stratégique et (iii) le renforcement institutionnel. Huit opérations de coopération technique ont été jugées conformes à ces critères et se sont vues attribuer 1,6 million de dollars, 600 000 dollars et 1,3 million de dollars, respectivement, pour chacun de ces piliers. Parmi ces opérations de coopération technique figure le soutien apporté au gouvernement mexicain pour le développement du plan national haut débit et au gouvernement du Paraguay pour le développement d'une stratégie de cybersécurité. Un centre de formation au haut débit a également été établi afin de renforcer les ministères et autres institutions prenant part au processus de numérisation de l'Amérique centrale et de la République dominicaine.

[1] Le Programme de réaffectation a été établi pour offrir aux pays membres emprunteurs davantage de flexibilité dans l'allocation des risques auxquels ils s'exposent avec la Banque, en réservant les ressources libérées en conséquence du paiement anticipé de prêts par un pays membre emprunteur pour financer de nouvelles opérations de prêt. En 2013, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay ont choisi de participer au programme pour un montant total d'1,5 milliard de dollars. Sur ces ressources, $1,2 milliard a été approuvé au titre de nouvelles opérations en 2013.

[2] Par ailleurs, deux lignes de crédit ont été approuvées au titre de la Ligne de crédit préventive pour les urgences liées aux catastrophes naturelles, pour un montant de 486 millions de dollars (300 millions pour le Pérou et 186 millions pour le Nicaragua).

Tableau II. Approbations et décaissements annuels (2013) et cumulés (1961–2013)[1,2]

(En millions de dollars des États-Unis)

	Coût total des projets		Approbations[4]					Décaissements				
	Montant total		Montant total		Capital ordinaire	Fonds des opérations spéciales	Fonds d'administration[3]	Montant total		Capital ordinaire	Fonds des opérations spéciales	Fondos en administración[3]
Pays	2013	1961–2013	2013	1961–2013	1961–2013	1961–2013	1961–2013	2013	1961–2013	1961–2013	1961–2013	1961–2013
Argentine	$ 1 589,2	$ 60 395,5	$ 1 264,0	$ 33 897,7	$ 33 203,6	$ 644,9	$ 49,2	$ 1 177,1	$ 29 327,2	$ 28 633,1	$ 644,9	$ 49,2
Bahamas	–	1 023,8	–	711,5	709,5	–	2,0	49,4	588,8	586,8	–	2,0
Barbade	–	1 098,1	–	786,4	726,5	40,9	19,0	23,7	567,9	508,0	40,9	19,0
Belize	–	253,8	–	182,4	182,4	–	–	9,8	162,0	162,0	–	–
Bolivie	448,9	7 843,1	396,5	5 322,8	2 515,9	2 728,5	78,4	271,2	4 413,3	1 856,4	2 484,5	72,4
Brésil	4 611,2	125 280,5	3 386,5	47 004,7	45 315,0	1 555,8	133,9	1 716,3	38 364,7	36 675,0	1 555,8	133,9
Chili	2 282,7	17 619,9	441,4	6 876,1	6 606,3	204,9	64,9	245,6	6 462,2	6 196,2	204,9	61,1
Colombie	1 317,0	33 877,2	1 054,0	19 652,1	18 750,3	766,0	135,8	872,9	18 125,1	17 293,3	766,0	65,8
Costa Rica	690,0	8 994,0	615,5	4 920,5	4 344,3	363,5	212,7	171,3	3 192,0	2 690,8	363,5	137,7
Équateur	804,3	12 277,2	502,0	7 630,6	6 555,1	981,4	94,1	387,1	6 455,3	5 379,8	981,4	94,1
El Salvador	275,0	7 100,8	360,0	5 129,7	4 183,9	797,9	147,9	195,8	4 586,1	3 640,3	797,9	147,9
Guatemala	211,0	6 530,8	196,0	4 846,9	4 026,9	749,7	70,3	502,9	4 478,8	3 678,1	730,4	70,3
Guyana	16,9	1 519,1	17,0	1 313,1	251,1	1 055,1	6,9	58,5	1 203,4	202,4	994,1	6,9
Haïti	202,5	2 229,2	192,0	2 449,3	7,0	1 146,0	1 296,3	187,3	1 866,3	3,0	1 146,0	717,3
Honduras	298,9	6 045,0	275,1	4 154,1	1 545,7	2 542,4	66,0	279,2	3 628,5	1 176,7	2 385,7	66,1
Jamaïque	25,0	4 285,8	25,0	3 291,3	2 909,8	171,6	209,9	101,4	3 023,3	2 652,8	171,6	198,9
Mexique	2 286,7	72 219,3	2 095,7	33 679,2	32 900,1	559,0	220,1	2 109,5	30 622,9	29 855,6	559,0	208,3
Nicaragua	240,2	5 220,2	236,6	3 635,3	915,4	2 645,8	74,1	173,7	3 143,1	648,7	2 420,3	74,1
Panamá	301,9	13 643,8	281,5	4 713,9	4 378,0	294,0	41,9	620,6	3 995,8	3 659,9	294,0	41,9
Paraguay	467,3	4 939,6	286,3	3 414,7	2 687,6	709,7	17,4	202,3	2 716,2	2 047,0	656,8	12,4
Pérou	316,2	23 725,5	195,0	10 653,0	9 994,9	435,5	222,6	243,0	9 978,5	9 321,4	435,5	221,6
République dominicaine	668,5	7 920,6	661,0	5 544,5	4 708,0	747,8	88,7	576,4	4 741,3	3 904,8	747,8	88,7
Suriname	175,0	689,6	175,0	555,4	499,0	6,4	50,0	160,1	438,8	382,4	6,4	50,0
Trinité-et-Tobago	158,0	2 618,7	159,5	2 062,2	2 006,4	30,6	25,2	47,8	1 545,0	1 489,2	30,6	25,2
Uruguay	903,3	8 900,1	781,9	6 929,0	6 738,6	104,4	86,0	304,6	5 477,8	5 331,6	104,4	41,8
Venezuela	–	19 643,0	–	7 617,8	7 443,5	101,4	72,9	66,0	5 971,3	5 797,0	101,4	72,9
Région	785,0	25 139,9	400,0	4 729,6	4 476,7	239,0	13,9	455,6	3 664,4	3 417,5	233,0	13,9
TOTAL	$19 074,7	$481 033,9	$13 997,5	$231 703,8	$208 581,5	$19 622,2	$3 500,1	$11 209,1	$198 740,0	$177 189,8	$18 856,8	$2 693,4

[1] Montants cumulés après annulations et ajustements de change. Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.
[2] Comprend les prêts sans garantie souveraine, nets des participations, et les garanties, le cas échéant.
[3] Comprend les prêts et financements du Mécanisme de don de la BID.
[4] N'inclut pas les lignes de crédit approuvées et les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial (Trade Finance Facilitation Program).

Tableau III. Dix ans d'opérations, 2004–2013

(En millions de dollars des États-Unis)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
CAPITAL										
Souscriptions (fin d'exercice)										
Capital Ordinario[1]	100 951	100 953	100 953	100 953	100 938	104 980	104 980	104 980	116 862	128 780
Fonds des opérations spéciales[1]	9 637	9 639	9 639	9 640	9 636	9 762	10 000	10 069	10 142	10 179
Autres fonds[2]	3 026	3 078	2 772	3 274	3 422	4 162	4 459	4 823	5 340	5 572
Total	**113 614**	**113 670**	**113 364**	**113 867**	**113 996**	**118 904**	**119 439**	**119 872**	**132 344**	**144 531**
EMPRUNTS[3]										
Encours (fin d'exercice)	46 190	43 999	43 959	44 854	44 624	57 641	61 124	59 630	61 513	66 729
Emprunts annuels bruts	4 710	4 937	5 419	6 089	11 069	17 886	13 719	6 798	12 888	15 763
OPÉRATIONS										
Prêts et garanties approuvés (cumulés)[4]										
Capital ordinaire[5]	116 799	117 804	124 580	135 006	148 991	162 533	176 180	186 041	196 302	208 582
Fonds des opérations spéciales	17 391	17 486	18 257	18 525	18 519	18 870	19 054	19 204	19 486	19 622
Autres fonds[11]	1 747	1 743	1 751	1 772	1 755	1 768	1 791	1 877	1 940	2 210
Total	**135 937**	**137 033**	**144 588**	**155 303**	**169 265**	**183 171**	**197 025**	**207 122**	**217 728**	**230 414**
Prêts et garanties approuvés (annuels)[6]										
Capital ordinaire[5,6]	5 468	6 448	5 632	8 577	11 085	15 278	12 136	10 400	10 799	13 290
Fonds des opérations spéciales	552	410	605	152	138	228	297	181	320	251
Autres fonds[11]	—	—	2	6	3	1	31	90	60	270
Total	**6 020**	**6 858**	**6 239**	**8 735**	**11 226**	**15 507**	**12 464**	**10 671**	**11 179**	**13 811**
Décaissements de prêts (annuels)[7]										
Capital ordinaire	3 768	4 899	6 088	6 725	7 149	11 424	10 341	7 902	6 882	10 558
Fonds des opérations spéciales	463	424	398	393	415	414	398	368	317	322
Autres fonds[11]	1	5	3	6	44	13	34	—	50	143
Total	**4 232**	**5 328**	**6 489**	**7 124**	**7 608**	**11 851**	**10 773**	**8 270**	**7 249**	**11 023**
Remboursements des prêts (annuels)[7]										
Capital ordinaire	5 199	5 224	8 615	5 265	4 740	4 542	5 598	4 601	4 571	8 462
Fonds des opérations spéciales	294	301	290	275	229	220	214	195	196	222
Autres fonds	9	5	3	4	4	5	5	6	6	8
Total	**5 502**	**5 530**	**8 908**	**5 544**	**4 973**	**4 767**	**5 817**	**4 802**	**4 773**	**8 692**
Encours des prêts										
Capital ordinaire	49 842	48 135	45 932	47 954	51 173	58 049	63 007	66 130	68 640	70 679
Fonds des opérations spéciales	6 971	6 878	3 733	3 966	4 101	4 317	4 004	4 162	4 277	4 364
Autres fonds	98	94	94	96	126	135	156	142	184	317
Total	**56 911**	**55 107**	**49 759**	**52 016**	**55 400**	**62 501**	**67 167**	**70 434**	**73 101**	**75 360**
Financements de dons approuvés (annuels)[8]										
Capital ordinaire	—	12	34	37	68	94	86	93	93	148
Fonds des opérations spéciales	36	36	28	34	43	33	36	—	—	—
Mécanisme de don de la BID[9]	—	—	—	50	50	122	251	241	245	188
Autres fonds	39	57	53	92	109	283	457	311	187	256
Total	**75**	**105**	**115**	**213**	**270**	**532**	**830**	**645**	**525**	**592**
Fonds multilatéral d'investissement										
Opérations approuvées (annuelles)[10]	**116**	**114**	**125**	**135**	**178**	**119**	**122**	**108**	**97**	**112**
ADMINISTRATION										
Frais administratifs										
Total – Fonds de la banque	**404**	**473**	**507**	**564**	**501**	**542**	**584**	**618**	**683**	**837**

[1] Net des souscriptions au capital à recevoir d'un montant de 1 million et de 61 millions de dollars (2012 – 18 millions et 96 millions de dollars) respectivement pour le Capital ordinaire et les Fonds des opérations spéciales.
[2] Inclut le Fonds multilatéral d'investissement. N'inclut pas les fonds dissous.
[3] Encours desemprunts à moyen et long terme nets des primes non amorties (avant swaps et ajustements par référence au marché). Emprunts bruts annuels à moyen et long terme à leur valeur nominale, avant swaps.
[4] Nets des annulations. Inclut les ajustements de change.
[5] Net des participations aux prêts sans garantie souveraine.
[6] En 2009, inclut 800 millions de dollars d'approbations de prêts annulées durant l'année.
[7] Basés sur les montants initiaux équivalents en dollars des États-Unis.
[8] Inclut le financement du Programme d'entreprenariat social (Social Entrepreneurship Program), la coopération technique, les programmes spéciaux, les projets spécifiques et autres dons. N'inclut pas les opérations du Fonds multilatéral d'investissement, présentées séparément.
[9] En 2010, n'inclut pas 144 millions de dollars de soldes de prêts non décaissés transférés du Fonds des opérations spéciales et convertis en dons.
[10] Inclut la coopération technique, les prêts et les placements en actions, ainsi que les augmentations d'opérations déjà existantes.
[11] N'inclut pas le Mécanisme de don de la BID.

Argentine. La phase 2 du Programme de services agricoles provinciaux prévoit l'amélioration des systèmes d'irrigation dans la basse vallée du fleuve Chubut, en Patagonie, qui sont minés par des problèmes de faible capacité d'exploitation et de technologies inadaptées.

II. Progrès de la mise en œuvre de la Neuvième augmentation générale des ressources de la Banque (BID-9)

En 2013, la Banque a continué d'enregistrer des progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du plan d'action et de réforme défini dans le cadre de la Neuvième augmentation générale de ses ressources (BID-9), qui vise à améliorer la pertinence, l'efficacité et l'efficience des interventions de la BID.

Parmi les étapes clés de l'année 2013, le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE) a mené une évaluation à moyen terme afin de déterminer si les réformes étaient entièrement et efficacement mises en œuvre. Cette évaluation a servi de base pour affiner davantage l'orientation stratégique de la Banque et rendre ses opérations encore plus efficaces et efficientes. Selon cette évaluation, qui reconnaît l'ampleur des efforts engagés, l'exigence de mise en œuvre intégrale et efficace des mandats du plan BID-9 a été satisfaite, ou est sur le point de l'être, dans la plupart des secteurs. Comme le souligne l'OVE dans son rapport, il est rare qu'un organisme international mène à bien simultanément un si grand nombre d'initiatives complexes en un laps de temps aussi court. Compte tenu du contexte de crise mondiale et de la croissance rapide du portefeuille ayant caractérisé la période initiale de mise en œuvre du plan BID-9, cela est d'autant plus significatif.

Augmentation du capital

Le 29 février 2012, la Banque a reçu le nombre minimum de votes nécessaires pour l'approbation de la Neuvième augmentation générale du Capital ordinaire (CO). Deux pays membres, le Venezuela et les Pays-Bas, n'ayant pas déposé les instruments de souscription permettant leur participation à l'augmentation du capital, leurs parts étaient disponibles aux autres actionnaires. Les actions initialement réservées aux Pays-Bas et au Venezuela (353 917, au total) ont été réaffectées par la suite aux autres pays membres le 22 janvier 2013 par l'Assemblée des Gouverneurs. Au 28 de février 2014, la réaffectation de ces actions avait été substantiellement souscrite.

Assistance spéciale à Haïti

Fidèle à son engagement en faveur d'Haïti, l'Assemblée des Gouverneurs a approuvé un transfert annuel de fonds (200 millions de dollars) du Capital ordinaire vers le Mécanisme de don de la BID lors de sa réunion annuelle de 2013. Ce transfert a permis l'approbation de six opérations en 2013 pour un montant de 188 millions de dollars. Les opérations de la Banque en Haïti sont concentrées dans les six domaines prioritaires convenus avec le gouvernement haïtien et identifiés dans la stratégie nationale pour la période 2011–2015 : l'enseignement, le développement du secteur privé, l'énergie, l'agriculture, les transports, l'eau et l'assainissement. Cette stratégie est en cours de mise en œuvre selon les modalités prédéfinies et progresse de façon satisfaisante en termes d'approbations et d'exécution dans tous les domaines susmentionnés et en termes de résultats clés. En 2013, le montant des décaissements a atteint 186 millions de dollars, un niveau record comparable aux décaissements enregistrés en 2010 et 2011.

En complément de son soutien financier direct, la BID a continué de fournir une assistance technique en autorisant 15 opérations de coopération technique d'un montant d'environ 8,6 millions de dollars. Le soutien apporté aux réformes institutionnelles tient également un rôle de

plus en plus prépondérant. En effet, deux opérations à l'appui du budget ont été approuvées et décaissées (37 millions de dollars) pour soutenir les réformes dans les secteurs agricole et énergétique. En 2013, une opération a été approuvée avec le secteur privé afin de soutenir l'expansion sur plusieurs années d'une société d'habillement, à hauteur de 4 millions de dollars. Deux opérations au titre du Fonds multilatéral d'investissement ont été approuvées pour un montant supérieur à 3,7 millions de dollars.

Renforcement de la stratégie institutionnelle

La stratégie institutionnelle qui accompagne la Neuvième augmentation générale du capital repose sur deux piliers : (i) la réduction de la pauvreté et des inégalités et (ii) le soutien d'une croissance constante et durable sur le plan économique, social et environnemental. Afin de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer cette stratégie institutionnelle, il a fallu définir : (a) des priorités et des cibles sectorielles ; (b) des actions spécifiques pour renforcer le soutien aux petits pays moins développés ; (c) des actions de promotion du développement par le biais du secteur privé ; et (d) un cadre de résultats concret et quantifiable.

Priorités et cibles sectorielles

Depuis 2011, la Banque a poursuivi ses progrès dans la mise en œuvre de quatre stratégies sectorielles établies dans le cadre du plan BID-9. Ces stratégies définissent les objectifs fondamentaux du travail de la Banque par secteur dans quatre domaines thématiques centraux : (i) Politique sociale pour la productivité, (ii) Intégration mondiale et régionale, (iii) Organismes de croissance et de productivité, et (iv) Changements climatiques et énergies durables. En 2013, le Conseil d'administration a approuvé une cinquième stratégie sectorielle, « Infrastructure durable pour la compétitivité et la croissance inclusive », couvrant ainsi les cinq domaines prioritaires établis par le plan BID-9. Suite à l'approbation en 2012 par le Conseil d'administration d'un nouveau cadre régissant les stratégies, les politiques, les cadres et directives sectoriels, la Politique en matière de services publics a été révisée en 2013 et des documents cadres par secteur ont été approuvés dans les domaines de l'enseignement, de l'agriculture, de l'intégration, de l'urbanisation, de la santé, des marchés du travail et des transports.

En 2013, la Banque a continué d'œuvrer à la réalisation des objectifs de prêt fixés au plan d'augmentation générale du capital-9. À cet égard, 85 % du nombre de nouveaux prêts approuvés ont contribué à au moins l'un des quatre objectifs de prêt. En termes de ressources approuvées, 37 % des nouvelles approbations soutenaient les petits pays vulnérables, 50 % étaient alignés sur l'objectif prioritaire de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'équité, 33 % au titre de la coopération et de l'intégration régionales et 20 % au titre du changement climatique, des énergies durables (y compris renouvelables) et de la durabilité environnementale.

Soutien aux petits pays moins développés

Trente-sept pour cent des nouveaux prêts approuvés au profit des petits pays vulnérables de ce groupe comprenaient à la fois des prêts au titre du Fonds des opérations spéciales et du Capital ordinaire (FOS/CO) aux pays admissibles, pour un montant de 848 millions de dollars. Par ailleurs, 42 millions de dollars provenant des créneaux des programmes spéciaux financés par le Capital ordinaire ont été consacrés au soutien de ces pays dans divers domaines tels que le préinvestissement, l'assistance technique pour la préparation des nouvelles opérations, l'amélioration de la promotion des exportations et du climat d'investissement, le transfert des connaissances, l'utilisation de systèmes nationaux (législation locale), l'inclusion sociale et les populations autochtones.

En février 2013, le compte-rendu de la mise en œuvre du cadre de viabilité de la dette et du système renforcé de l'allocation fondée sur la performance pour la période 2011–2012 a été envoyé au Conseil d'administration pour examen, puis à l'Assemblée des Gouverneurs pour information. Dans les six ans qui ont suivi l'allégement de la dette approuvé par la BID en 2007, la cote de risque de surendettement des pays bénéficiaires ne s'est pas détériorée, selon les conclusions de ce compte-rendu, et l'amélioration générale des variables de performance est restée stable.

Actions de promotion du développement par le secteur privé

En mettant la priorité sur le renforcement de l'impact des interventions du Groupe BID auprès du secteur privé, le plan BID-9 cherche à capitaliser sur ses avantages comparatifs, en adéquation avec ses objectifs institutionnels. Comme l'OVE l'a confirmé dans son évaluation, la Direction a adopté les mesures nécessaires dans le cadre du plan BID-9. L'OVE a pourtant jugé que les actions entreprises ne constituaient pas un moyen adéquat et efficace d'atteindre les objectifs proposés dans le plan BID-9 et a mis en lumière la nécessité pour la Banque d'élaborer une vision commune à tous les niveaux de l'institution et d'intensifier les efforts visant d'une part à renforcer la collaboration entre les créneaux sans garantie souveraine et les créneaux avec garantie souveraine de la Banque et d'autre part, à améliorer sensiblement l'intégration entre les composants sans garantie souveraine du Groupe BID. Lors de discussions menées par le Conseil d'administration et par les Gouverneurs autour de cette recommandation, ces conclusions ont été entérinées et il a été convenu de procéder à la définition d'une vision renouvelée des activités du Groupe BID auprès du secteur privé, en effectuant notamment une analyse des différentes avenues organisationnelles et financières possibles pour rendre viable la mise en œuvre de cette vision. (Voir l'encadré ci-dessous.)

Stratégie de développement du secteur privé et plan de travail pour les opérations sans garantie souveraine. En 2013, les interventions de la Banque ont été guidées par les objectifs fixés dans la Stratégie de développement du secteur privé, notamment l'extension de l'accès au financement pour les PME, la promotion de l'inclusion financière par le biais d'instruments et de technologies financières, des contributions plus en amont et plus étroites dans la formulation des stratégies et la programmation de chaque pays et l'amélioration des scores d'efficacité du développement et de l'évaluabilité.

En 2013, en conformité avec le Plan d'action sur les garanties non souveraines, les efforts se sont poursuivis pour renforcer la collaboration entre les créneaux du secteur privé. Il s'agissait notamment de coordonner davantage le processus de stratégie et de programmation nationale mais aussi de préparer des supports marketing communs. En 2013, la Banque a également piloté le développement d'un plan d'action pour les Caraïbes, dans lequel des domaines de complémentarité ont été identifiés parmi les créneaux sans garantie souveraine.

En 2013, afin de mieux traiter les questions d'évaluabilité, de mesure des résultats, de suivi et d'auto-évaluation, le Conseil d'administration a approuvé un nouveau tableau de bord intitulé Matrice d'efficacité de développement (MED) pour le Mécanisme de prêt en devise unique et les Opportunités pour la majorité (OMJ), conçu pour se concentrer davantage sur les résultats en matière de développement tout en simplifiant le traitement et la création d'un système de gestion intégrée des données. Dans le cadre de ses efforts de coordination externe, la Banque a signé le protocole des IFI visant à harmoniser les indicateurs de résultats en matière de développement pour les opérations du secteur privé.

Adoption de nouvelles limites prudentielles. Dans le cadre du mandat visant à appliquer de nouvelles limites prudentielles au risque-crédit, un cadre de risques sans garantie souveraine a été approuvé en 2013. D'après une méthodologie de capital économique, l'approche basée sur le risque définit des limites par emprunteur, secteur et pays en fonction des priorités de la Banque et des pratiques du marché en conformité avec Bâle II. La nouvelle approche prendra en compte les caractéristiques des risques des projets dans le cadre du Mécanisme de prêt en devise unique et des Opportunités pour la majorité et implique la définition de plafonds sur l'appétit pour le risque dans chaque créneau, tout en affectant des plafonds sur l'exposition globale par secteur, allant de taux aussi élevés que 20 % du capital économique (énergie, transports et eau) à 10 % (enseignement, santé, logement).

Services consultatifs. Dans le cadre de ses efforts pour répondre aux besoins de ses clients autres que le financement, la Banque a approuvé en 2013 la politique relative aux services consultatifs et de connaissances à la commission au sein de la BID. Cette politique cadre permet à la Banque de fournir des services consultatifs et de connaissances à la commission sans rapport avec la conception et l'exécution de ses opérations de prêt.

Cadre de résultats

Depuis la période initiale de mise en œuvre ayant suivi l'établissement du cadre de résultats institutionnels formel dans le cadre du plan BID-9 en 2010, la Banque présente des rapports de progrès annuels concernant les cibles fixées par ce cadre dans la Vue d'ensemble de l'efficacité du développement. Pour plus de détails à ce sujet, voir l'encadré ci-dessous.

Plan d'action pour une meilleure banque

En 2013, la Banque a mis en œuvre une série de réformes dans le cadre du Plan d'action pour une meilleure banque (*Agenda for a Better Bank*), faisant suite aux progrès accomplis les années précédentes. Ces réformes reposent sur deux piliers fondamentaux : le premier concerne les améliorations à apporter aux activités de la Banque, en fournissant des produits et services innovants, et les moyens de collaborer avec nos clients pour améliorer l'efficacité du développement ; le second concerne l'amélioration du fonctionnement de la Banque à travers différentes initiatives, en lui donnant de meilleurs moyens de réussir sa gestion de l'augmentation de capital.

Activités de la Banque

Cadre d'efficacité du développement. La Banque a pris des mesures importantes pour élaborer et mettre en œuvre le Cadre d'efficacité du développement (*Development Effectiveness Framework*, DEF), qui a permis des améliorations considérables en ce qui concerne la capacité de la Banque à suivre et à évaluer les résultats des interventions qu'elle soutient. Les systèmes mis en place pour prendre la mesure de l'évaluabilité des projets en amont (DEM) et des résultats des projets en cours de réalisation (PMR) sont opérationnels et ont reçu une appréciation très favorable de l'OVE lors de son évaluation des engagements envers la réalisation du Plan BID-9. En 2013, les efforts de la Direction ont porté sur la finalisation de l'architecture du cadre DEF, en particulier sur les aspects suivants : (i) le système de suivi de l'achèvement des projets (PCR) pour les opérations à garantie souveraine, (ii) l'examen de l'évaluabilité (DEM) pour les opérations sans garantie souveraine, et (iii), l'amélioration de la qualité du Rapport de vue d'ensemble de l'efficacité du développement (DEO).

Vue d'ensemble de l'efficacité du développement (DEO). Publiée en mars 2013, la quatrième édition annuelle de la Vue d'ensemble de l'efficacité du développement (DEO 2012) présente un récapitulatif des efforts de la BID pour rester concentrée sur sa mission de promotion du développement économique et social dans les 26 pays membres emprunteurs. (Voir l'encadré ci-dessous.) À l'instar de la DEO 2012, la version 2013 sera présentée sous la forme d'un magazine contenant des articles sur les méthodologies et approches de la BID, ainsi que sur les résultats des projets, avec une mise en lumière des enseignements tirés sur les méthodes efficaces de développement et d'exécution des projets.

Évaluation annuelle de la durabilité macroéconomique (MSA) des pays emprunteurs. Suite au mandat confié par les Gouverneurs, les économistes des différents pays ont réalisé en 2013, sous la supervision du conseiller économique régional, le contenu technique des rapports MSA des 26 pays pour 2013 et 2014. Les résultats ont été intégrés à l'exercice de programmation de 2014 amorcé au deuxième semestre 2013.

Renforcement des dispositifs de protection sociale et environnementale, en conformité avec les recommandations du Groupe consultatif indépendant réuni par la BID. Comme indiqué dans le rapport d'évaluation à moyen terme de l'OVE sur l'efficacité de la BID dans la mise en œuvre de ses engagements au titre du plan BID-9, la Banque a accompli des progrès notables dans la mise en œuvre des composantes de ses politiques de protection, notamment en apportant les améliorations nécessaires pour garantir la bonne application de ces dispositifs de protection. Certaines contraintes à l'application de ces dispositifs doivent toutefois être surmontées.

En 2013, des mesures supplémentaires ont été mises en œuvre en réponse aux résultats de l'évaluation, telles que (i) la diffusion d'une note concernant une consultation visant à aider les clients et emprunteurs à améliorer la gestion de leurs dispositifs de protection sociale et l'engagement des parties prenantes ; et (ii) l'affectation spécifique de ressources pour améliorer la mise en œuvre des dispositifs de protection au nom du principe d'égalité des sexes en 2014 et au-delà.

Pendant l'année, la Banque a poursuivi ses activités en lien avec les recommandations du groupe consultatif indépendant et avec les exigences de la politique mise en place, telles que la réalisation de comptes rendus sur les tendances et activités émergentes en matière de durabilité (voir l'encadré ci-dessous). La Banque a accompli de nouveaux progrès dans le renforcement de la supervision des dispositifs de protection mis en place pour les projets à haut risque et a poursuivi son travail afin de faciliter l'intégration des questions de sauvegarde dans les opérations du secteur privé.

Politique opérationnelle sur l'égalité des sexes dans le développement et le Plan d'action pour l'égalité des sexes dans les opérations (GAP). En 2013, la Banque a continué de travailler à la mise en œuvre du GAP. Sept prêts et quatre dons au titre du MIF ont été approuvés par le SCF et le MIF : près de 130 millions de dollars serviront au financement et 2 millions à la formation des femmes entrepreneurs dans le cadre de l'initiative weBanking. La Banque a également accru sa capacité à intégrer une démarche d'égalité entre les sexes en apportant une expertise directe sexospécifique par secteur dans ses opérations de prêt. Afin d'améliorer la qualité de ce travail d'analyse, des notes relatives aux politiques d'égalité des sexes par secteur ont été produites en 2013 pour les stratégies nationales mises en place au Costa Rica, au Salvador, au Honduras, au Panama et au Paraguay.

Renforcement du mécanisme indépendant de consultation et d'enquête (ICIM). L'année 2013 a marqué l'amorce d'une série de changements majeurs de l'ICIM, suite à l'évaluation réalisée en 2012 par le Bureau de l'évaluation et de la supervision (OVE). Cette évaluation recommandait la fin de la phase pilote de l'ICIM pour faire place à une période de transition durant laquelle un processus de reformulation des politiques serait entamé afin d'en améliorer l'efficacité. Au cours de ce processus, le mécanisme est resté opérationnel conformément aux stipulations de la politique actuelle.

Fonctionnement de la Banque

Mise à jour de la stratégie institutionnelle. Conformément au mandat des Gouverneurs, la Banque a entamé le processus de mise à jour de sa stratégie institutionnelle et de son Cadre de résultats institutionnels pour permettre à l'Assemblée des Gouverneurs d'évaluer les progrès de la Banque dans le contexte de nouvelles réalités et de nouveaux défis rencontrés par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La première stratégie quadriennale englobe la période 2012–2015. La stratégie suivante concernera la période 2016–2019. Dans le cadre de la préparation de sa nouvelle stratégie, la Banque a amorcé un vaste processus de consultation avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile au sein de ses pays membres emprunteurs, autour des défis fondamentaux au développement inclusif et durable de la Région.

Adoption d'un Modèle de gestion des actifs garantissant la solidité des actifs de la BID et donnant lieu à une administration financière intégrée. En juillet 2013 et pour la quatrième année consécutive, la Direction a soumis au Conseil l'Aperçu des projections financières du Capital ordinaire pour 2014. Ce document présente une mise à jour des capacités financières du Capital ordinaire, ainsi que différents scénarios financiers visant à jeter les bases de discussions concernant les enjeux essentiels et les compromis auxquels devra faire face le Conseil d'administration à l'aune des projections sur le Capital ordinaire pour l'année 2014. En novembre 2013, la Direction a soumis au Conseil d'administration de la Banque le document relatif aux projections financières à long terme sur le Capital ordinaire pour 2014, y compris la capacité de transférer le Capital ordinaire vers le Mécanisme de don de la BID en 2014. Ce document décrit les capacités durables de prêt du Capital ordinaire.

Budgétisation axée sur les résultats. En 2013, la Direction a poursuivi la mise en œuvre du cadre de budgétisation axée sur les résultats (RBB), en assistant les principaux services opérationnels et stratégiques dans la conception d'indicateurs de performance améliorés utilisés dans le programme et la proposition de budget 2014.

Nouveau modèle de supervision fiduciaire pour soutenir et développer les systèmes fiduciaires nationaux. Des progrès importants ont été accomplis en 2013 dans la mise en œuvre de la stratégie visant à soutenir l'utilisation de systèmes nationaux, avec la réalisation de tous les objectifs fixés pour le renforcement et l'adoption de

Vision renouvelée des activités du Groupe BID auprès du secteur privé

Depuis sa fondation, le Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe BID) promeut le développement par le secteur privé. Cette relation a évolué au fil du temps et s'exerce aujourd'hui par le biais de créneaux exclusifs créés à différents moments avec des structures de fonctionnement et de gouvernance distinctes.

Lors de la réunion annuelle de mars 2013 à Panama, les Assemblées des Gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Société interaméricaine d'investissement (SII) ont confié aux Conseils d'administration de la BID et de la SII, au Comité des donateurs du MIF et à l'équipe de direction de ces institutions, la tâche d'élaborer une vision renouvelée des activités du Groupe BID auprès du secteur privé, afin d'analyser différentes solutions pour structurer ces activités et de discuter de la reconstitution du MIF.

En octobre 2013, les comités des Assemblées des Gouverneurs de la BID et de la SII se sont réunis pour examiner les progrès accomplis en ce qui concerne le mandat du Panama. Comme résumé par le Président, les Gouverneurs ont ratifié une vision renouvelée présentée lors de la réunion. Conformément à cette vision, les activités d'assistance financière et non financière du Groupe BID auprès du secteur privé s'articuleront autour de trois piliers : la sélectivité stratégique, une approche systématique et l'efficacité du développement. Le pilier **sélectivité stratégique** nécessitera de choisir des interventions dans des domaines où le Groupe BID peut avoir le plus grand impact et de moduler ces interventions de manière à en maximiser l'impact. **L'approche systématique** sera adoptée pour veiller à ce que les ressources du Groupe BID aient un impact supérieur à celui des projets individuels. Enfin, **l'efficacité du développement** garantira le suivi et l'utilisation des objectifs systémiques définis afin de guider l'orientation stratégique au niveau institutionnel.

Dans son analyse des dispositions institutionnelles mises en place pour favoriser la bonne mise en œuvre de cette vision, la Direction a recommandé une « fusion » des activités sans garantie souveraine de la BID. Cette option nécessitera la mise en place de dispositifs pour garantir la coordination et les synergies entre les deux institutions, mais permettra à la BID de maintenir sa culture de secteur public, développée tout au long de ses plus de cinquante ans d'existence. La « Nouvelle organisation » apporterait des services plus adaptés aux exigences du marché, en employant des processus convenant mieux au secteur privé, tout en préservant les mandats et dispositifs de sauvegarde en matière de développement. Elle permettrait également le financement des secteurs public et privé tout au long du cycle économique et encouragerait la formation de partenariats stratégiques avec de nouveaux acteurs de financement du développement (fonds souverains, entités philanthropiques et investisseurs privés), en exploitant les ressources pour maximiser leur impact sur le développement de la région.

Lors de la réunion d'octobre, la majorité des Gouverneurs ont soutenu l'option de « fusion » et demandé la présentation, à l'occasion de la Réunion annuelle de la BID et de la SII en mars 2014, d'une analyse concernant le regroupement de toutes les activités sans garantie souveraine du Groupe BID en une entité indépendante.

Concernant le Fonds multilatéral d'investissement (MIF), dont l'accord d'exploitation est sur le point d'expirer et dont les ressources seront épuisées d'ici la fin de 2015, les Gouverneurs ont convenu, lors de la réunion d'octobre 2013, de procéder aux discussions et négociations sur une reconstitution du MIF de manière coordonnée et intégrée aux discussions sur la vision renouvelée des activités du Groupe BID auprès du secteur privé au sein du Comité ad hoc sur le secteur privé.

systèmes fiduciaires dans chaque pays. Seize évaluations diagnostiques ont été menées dans le domaine de la gestion financière, ainsi que 14 interventions visant à renforcer les systèmes fiduciaires. .Dans le domaine de la gestion des achats, trois systèmes ont été validés en vue d'une utilisation poussée, et huit sous-systèmes en vue d'une utilisation partielle.

Nouvelle politique d'accès à l'information. Depuis la mise en vigueur de cette politique, il y a presque trois ans, la Banque a engagé une série d'activités de mise en œuvre touchant à des domaines fondamentaux, telles que l'établissement de lignes directrices de mise en œuvre, la formation du Comité sur l'accès à l'information et du Groupe d'évaluation externe, la création de l'unité de coordination du processus d'exécution, le développement de systèmes de divulgation de l'information, la formation des employés, ainsi que l'adoption d'outils de soutien relatifs à la classification et à la diffusion de l'information.

Au cours de l'année 2013, des efforts ont été faits pour permettre aux employés de la Banque de mieux connaître et de mieux appliquer cette Politique, en particulier pour optimiser la divulgation des informations relevant du domaine public. La formation s'est intensifiée et des instructions relatives à la classification des documents ont été remises afin de garantir la bonne application de la Politique. Les documents clés de la Banque sont régulièrement rendus publics, conformément à l'objectif veillant à garantir un accès maximal et aux nouvelles normes définies par la nouvelle Politique. Comme l'a souligné l'OVE lors de son évaluation du plan BID-9 de mi-mandat, la Banque a accru son niveau de divulgation des informations concernant le Conseil d'administration, l'une de ses plus hautes instances décisionnelles.

DEO 2103

La cinquième édition annuelle de la Vue d'ensemble de l'efficacité du développement (DEO 2013) présente un compte rendu des efforts de la BID pour se concentrer sur les résultats que nous obtenons sur le terrain, ainsi que sur les domaines à améliorer ou à adapter en vue de maximiser l'impact de nos ressources sur le développement. Le DEO 2013 permet aux lecteurs d'accéder aux connaissances générées par nos projets à travers des évaluations d'impact rigoureuses et de voir par eux-mêmes les activités de développement qui produisent des résultats et celles qui ne fonctionnent pas. La plupart des informations, données et documents figurant dans le rapport peuvent être téléchargés en suivant les liens fournis sur le site deo.iadb.org.

Rapport 2013 sur la durabilité

Le Rapport 2013 sur la durabilité présente en détail les progrès et performances réalisés tout au long de l'année en matière de durabilité par rapport aux engagements de la Banque. Ce rapport est accompagné d'un compte rendu sur l'initiative mondiale de suivi (GRI) qui présente d'importantes informations et données en matière environnementale, sociale et économique, issues du Rapport sur la durabilité et d'autres sources. Ce rapport est disponible à l'adresse www.iadb.org/sustainability.

Suriname. Selon un rapport de progrès publié en 2013 sur le site Internet de la Banque, le temps de déplacement dans le corridor Meerzorg-Albina est passé de quatre heures, délai mesuré en 2008, à deux heures et demie ; le nombre d'accidents mortels a également baissé de 25 %.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre			
	2013		2012	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et W	$ 421		$ 1 021	
Titres de placement - À négocier - Notes D, L et W, Tableau I-1	21 015	$ 21 436	14 399	$ 15 420
Encours des prêts- Notes E, T et W, Tableaux I-2 et I-3	70 679		68 640	
Provisions pour pertes sur prêts	(244)	70 435	(180)	68 460
Intérêts courus et autres charges				
Sur titres de placement	38		35	
Sur prêts	435		439	
Sur swaps, nets	332	805	352	826
À recevoir des membres - Note G				278
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L et W				
Titres de placement - à négocier - Tableau I-1	110		50	
Prêts	103		24	
Emprunts - Tableau I-4	3 161		6 450	
Autres	66	3 440	279	6 803
Autres actifs				
Actifs liés aux prestations de retraite - Note S	292		-	
À recevoir pour les titres de placement vendus	161		-	
Biens, nets - Note H	354		331	
Divers	84	891	91	422
Total des actifs		$ 97 007		$ 92 209
PASSIF ET FONDS PROPRES				
Passif				
Emprunts - Notes I, J, L et W, Tableau I-4				
Court terme	$ 654		$ 840	
Moyen et long terme :				
Mesurés à leur valeur vénale	43 704		45 458	
Mesurés au coût amorti	24 343	$ 68 701	19 267	$ 65 565
Swaps de devises et de taux d'intérêt - Notes K, L et W				
Titres de placement - à négocier - Tableau I-1	83		73	
Prêts	753		1 855	
Emprunts - Tableau I-4	1 920		639	
Autres	18	2 774	-	2 567
À payer pour les titres de placement achetés		169		-
À payer pour les garanties en espèces reçues		229		805
Passif lié aux prestations de retraite - Note S		73		1 153
Montant dû au Mécanisme de don de la BID - Note N		435		351
Intérêts courus sur emprunts		491		532
Compte fournisseurs et charges à payer		585		555
Total du passif		73 457		71 528
Fonds propres				
Capital social - Note O, Tableaux I-5 et I-6				
Capital souscrit : 10 675 321 actions (2012 : 9 688 828 actions)	128 781		116 880	
Moins fraction exigible	(123 840)		(112 240)	
Fraction libérée du capital	4 941		4 640	
Souscriptions au capital à recevoir	(1)		(18)	
À recevoir des membres - Note G	(262)			
Bénéfices non distribués - Note P	17 699		16 392	
Montant cumulé autres éléments du résultat global (pertes) - Note Q	1 173	23 550	(333)	20 681
Total du passif et des fonds propres		$ 97 007		$ 92 209

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012	2011
Revenus			
Prêts			
Intérêts, après swaps - Notes E et K	$ 1 768	$ 1 601	$ 1 683
Autres revenus de prêts	90	67	59
	1 858	1 668	1 742
Titres de placement - Note K			
Intérêts	62	89	99
Gains nets	153	293	9
Autres revenus d'intérêts - Note K	187	113	112
Autres	24	26	18
Total des revenus	2 284	2 189	1 980
Charges			
Frais d'emprunt			
Intérêts, après swaps - Notes I, J, K et L	389	508	455
Autres coûts des emprunts	12	11	7
	401	519	462
Provision pour pertes sur prêts et garanties - Note F	58	22	3
Frais administratifs- Note B	813	663	600
Programmes spéciaux	131	75	79
Total des dépenses	1 403	1 279	1 144
Revenu avant ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables, les transactions en devises étrangères et les transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs	881	910	836
Ajustements de la valeur vénale nette sur les portefeuilles non négociables et les transactions en devises étrangères - Notes I, J, K et R	626	194	(919)
Transferts approuvés par l'Assemblée des Gouverneurs - Note N	(200)	(200)	(200)
Revenu (perte) net	1 307	904	(283)
Bénéfices non distribués en début d'exercice	16 392	15 488	15 771
Bénéfices non distribués en fin d'exercice	$ 17 699	$ 16 392	$ 15 488

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012	2011
Revenu (perte) net	$ 1 307	$ 904	$ (283)
Autres éléments du résultat global (perte) - Note Q			
Ajustements de conversion	(1)	(8)	(3)
Comptabilisation des variations des actifs/passifs liés aux prestations de retraite - Note S	1 507	(292)	(880)
Total autres éléments du résultat global (perte)	1 506	(300)	(883)
Revenus globaux (perte)	$ 2 813	$ 604	$ (1 166)

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

CAPITAL ORDINAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012	2011
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement			
Prêts :			
Décaissements de prêts	$ (10 552)	$ (6 883)	$ (7 898)
Recouvrements de prêts	8 462	4 571	4 601
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt	(2 090)	(2 312)	(3 297)
Achat de biens	(38)	(22)	(21)
Actifs et passifs divers	26	(32)	(9)
Trésorerie nette utilisée pour les activités de prêt et de placement	(2 102)	(2 366)	(3 327)
Trésorerie issue des activités de financement			
Emprunts à moyen et long terme :			
Produit de l'émission	15 763	12 067	6 808
Remboursements	(7 966)	(9 613)	(7 919)
Emprunts à court terme :			
Produit de l'émission	3 384	4 445	6 121
Remboursements	(3 570)	(4 503)	(5 253)
Garanties en espèces reçues	(577)	(105)	898
Recouvrement de montants à recevoir des membres	16	16	71
Recouvrement des souscriptions au capital	306	358	-
Paiements du maintien de la valeur aux membres	(7)	(158)	(317)
Trésorerie nette procurée par les activités de financement	7 349	2 507	409
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Achats bruts de titres de placement à négocier	(48 846)	(29 087)	(21 150)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement à négocier	42 407	28 723	23 977
Recouvrements du revenu des prêts, après swaps	1 843	1 695	1 748
Intérêts et autres charges liés aux emprunts, après swaps	(636)	(1 000)	(215)
Revenus des placements	47	(7)	18
Autres revenus d'intérêts	190	113	114
Autres revenus	24	38	18
Frais administratifs	(652)	(586)	(576)
Transferts au Mécanisme de don de la BID	(125)	(121)	-
Programmes spéciaux	(93)	(78)	(69)
Trésorerie nette procurée par (utilisée pour) les activités d'exploitation	(5 841)	(310)	3 865
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(6)	1	-
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(600)	(168)	947
Trésorerie en début d'exercice	1 021	1 189	242
Trésorerie en fin d'exercice	$ 421	$ 1 021	$ 1 189

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN
Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre			
	2013		2012	
ACTIFS				
Espèces et titres de placement				
Espèces - Notes C et L	$ 427		$ 408	
Titres de placement - Notes D, E, L et Tableau II-1	704	$ 1 131	792	$ 1 200
Encours des prêts, net - Notes E, F, L et Tableau II-2		4 364		4 277
Intérêts courus et autres charges sur prêts		16		16
Autres actifs		1		1
Total des actifs		$ 5 512		$ 5 494
PASSIF ET SOLDE DU FONDS				
Passif				
Comptes fournisseurs et charges à payer	$ 8		$ 3	
Projets de coopération technique et autres financements non décaissés - Note H	11		24	
Montant dû au Mécanisme de dons de la BID - Note I	157		225	
Montants à payer pour maintenir la valeur des avoirs en devises - Note G	280	$ 456	284	$ 536
Solde du fonds				
Quotes-parts de contribution autorisées et souscrites - Note J et Tableau II-3	10 240		10 238	
Moins : Quotes-parts de contribution à recevoir	(61)		(96)	
	10 179		10 142	
À recevoir des membres - Note G				
Obligations non négociables et ne portant pas intérêt :				
Billets à vue	(444)		(446)	
Billets à terme	(101)		(109)	
Montants nécessaires pour maintenir la valeur des avoirs en devises	(59)		(56)	
	(604)		(611)	
Réserve générale (déficit)	(4 619)		(4 672)	
Montant cumulé autres éléments du résultat global - Note K	100	5 056	99	4 958
Total du passif et du solde du fonds		$ 5 512		$ 5 494

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

COMPTE DE RÉSULTAT ET RÉSERVE GÉNÉRALE (DÉFICIT)

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre	
	2013	2012
Revenus		
Prêts		
Intérêts	$ 64	$ 64
Autres revenus de prêts	-	1
	64	65
Titres de placement - Note D	5	13
Total des revenus	69	78
Dépenses		
Dépenses administratives - Note B	24	20
Total des dépenses	24	20
Revenus avant coopération technique	45	58
Revenus de coopération technique	8	8
Revenu net	53	66
Réserve générale (déficit) en début d'exercice	(4 672)	(4 738)
Réserve générale (déficit) en fin d'exercice	$ (4 619)	$ (4 672)

COMPTE DE RÉSULTAT GLOBAL

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre	
	2013	2012
Revenu net	$ 53	$ 66
Ajustements de conversion, nets - Note K	1	1
Revenus globaux	$ 54	$ 67

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

FONDS DES OPÉRATIONS SPÉCIALES
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre	
	2013	2012
Trésorerie issue des activités de prêt et de placement		
Décaissements de prêts	$ (322)	$ (317)
Recouvrements de prêts	222	196
Participations à des prêts, nettes	(4)	(4)
Actifs et passifs divers	7	(1)
Trésorerie nette utilisée pour les opérations de prêt et de placement	(97)	(126)
Trésorerie issue des activités de financement		
Recouvrement de montants à recevoir des membres	12	15
Recouvrement de quotes-parts de contribution des membres	37	73
Trésorerie nette issue des activités de financement	49	88
Trésorerie issue des activités d'exploitation		
Achats bruts de titres de placement	(1 625)	(1 730)
Produit brut de la vente ou de l'échéance de titres de placement	1 713	1 726
Revenu des prêts	66	64
Revenus des placements	9	18
Dépenses administratives	(28)	(20)
Coopération technique et autres financements, nets	(5)	(17)
Transferts en liquidités au Mécanisme de don de la BID	(68)	(28)
Trésorerie nette procurée par les activités d'exploitation	62	13
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	5	7
Accroissement (diminution) net de la trésorerie	19	(18)
Trésorerie en début d'exercice	408	426
Trésorerie en fin d'exercice	$ 427	$ 408

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

COMPTE DU MÉCANISME DE FINANCEMENT INTERMÉDIAIRE
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
ACTIFS		
Espèces	$ -	$ -
Titres de placements - Notes C et D	135	153
Total des actifs	$ 135	$ 153
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif		
À verser au Capital ordinaire	$ 4	$ 3
Solde du fonds	131	150
Total du passif et du solde du fonds	$ 135	$ 153

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre 2013	2012	2011
Ajouts			
Revenus des placements - Note C	$ 2	$ 4	$ 1
Total des ajouts	2	4	1
Déductions			
Intérêts pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire - Note E	21	21	27
Total des déductions	21	21	27
Variation du solde du fonds	(19)	(17)	(26)
Solde du fonds en début d'exercice	150	167	193
Solde du fonds en fin d'exercice	$ 131	$ 150	$ 167

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre 2013	2012	2011
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Revenus des placements	$ 4	$ 4	$ 4
Intérêts payés pour le compte des emprunteurs sur le Capital ordinaire	(20)	(22)	(30)
Diminution nette des placements	16	18	26
Trésorerie nette issue des activités d'exploitation	-	-	-
Trésorerie en début d'exercice	-	-	-
Trésorerie en fin d'exercice	$ -	$ -	$ -

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

MÉCANISME DE DONS DE LA BID
BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

BILAN

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	31 décembre	
	2013	2012
ACTIFS		
Espèces	$ -	$ 2
À recevoir du Fonds des opérations spéciales	157	225
À recevoir du Capital ordinaire	435	351
Total des actifs	$ 592	$ 578
PASSIF ET SOLDE DU FONDS		
Passif		
Dons non décaissés - Note D	$ 578	$ 577
Solde du fonds	14	1
Total du passif et du solde du fonds	$ 592	$ 578

ÉTAT DES VARIATIONS DU SOLDE DU FONDS

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012	2011
Ajouts			
Transferts du Fonds des opérations spéciales	$ -	$ -	$ 44
Transferts du Capital ordinaire - Note C	200	200	200
Total des ajouts	200	200	244
Déductions			
Dons	187	243	241
Variation du solde du fonds	13	(43)	3
Solde du fonds en début d'exercice	1	44	41
Solde du fonds en fin d'exercice	$ 14	$ 1	$ 44

ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

Exprimé en millions de dollars des États-Unis

	Exercices clos le 31 décembre		
	2013	2012	2011
Trésorerie issue des activités d'exploitation			
Transferts en liquidités du Fonds des opérations spéciales	$ 68	$ 28	$ 175
Transferts en liquidités du Capital ordinaire	116	121	-
Décaissements de dons	(186)	(147)	(175)
Trésorerie nette procurée par (utilisée pour) les activités d'exploitation et augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(2)	2	-
Trésorerie en début d'exercice	2	-	-
Trésorerie en fin d'exercice	$ -	$ 2	$ -

Les Notes et Annexes font partie prenante de ces états financiers et se trouvent sur le site Web de la Banque à www.iadb.org/ar/2013.

Tableau IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2013

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
Argentine	Banco de Galicia y Buenos Aires S.A. – Argentine – prêt A TFFP	PSI	15
	Banco de Galicia y Buenos Aires S.A. (Argentine) – 2d prêt A TFFP	PSI	15
	Banco Macro S.A. – Argentine – prêt A TFFP	PSI	15
	Banco Macro S.A. – Argentine – 2d prêt A TFFP	PSI	15
	Programme de soutien de la compétitivité des MPME	GCR	50
	Programme d'infrastructures routières du Norte Grande III	GOM	300
	Programme de soutien de la politique d'amélioration de l'équité dans l'éducation	CLP	280
	Programme d'amélioration de la ligne de chemin de fer Gral Roca – Constitución – La Plata	CLP	300
	Bourses d'études en sciences et technologies	ESP	24
	Programme d'infrastructures urbaines et municipales	GOM	250
Bolivie	Programme d'infrastructures aéroportuaires – Phase I	ESP	74
	Partenariat de financement des MPME Banco Economico	PSI	18
	Programme de soutien à l'efficacité des dépenses publiques III	PBP	106
	Programme d'irrigation avec une approche de gestion des bassins versants II	GOM	57
	Réhabilitation de l'autoroute La Paz – El Alto	ESP	35
	Programme de réaménagement urbain La Ceja	PFM	47
	Programme d'eau et d'assainissement dans les zones périurbaines – Phase II	PFM	60
Brésil	Programme d'action pour le développement du tourisme dans l'état de Paraíba	GOM	23
	Banco ABC Brasil S.A. – Prêt A TFFP	PSI	50
	Banco Industrial e Comercial S.A. – Brésil – prêt A TFFP	PSI	18
	Banco Industrial e Comercial S.A. – prêt A TFFP	PSI	19
	Banco Industrial e Comercial S.A. – prêt A TFFP	PSI	16
	BDMG : Innovation de l'accès au financement pour les microentrepreneurs	PSG	9
	Réhabilitation de l'environnement Belo Horizonte	SUP	55
	Programme d'expansion et d'amélioration de l'éducation préscolaire	ESP	59
	Assainissement des finances publiques – Alagoas	PBL	250
	Programme de consolidation fiscale pour le développement de Pernambuco	PBL	400
	Programme de consolidation fiscale II Rio Grande del Sur (PROCONFIS II)	PBL	200
	Programme intégré pour l'inclusion sociale et la requalification urbaine	ESP	60
	Programme national de développement du tourisme à Bahia (PRODETUR NATIONAL-Bahia)	GOM	51
	Programme sécurisé Paraná	ESP	67
	PROCIDADES – Distrito Federal	GCR	50
	PROCIDADES – Cascavel	GCR	29
	Programme de consolidation fiscale PROCONFIS pour Amazonas	PBL	184
	PROFISCO – Paraná	CLP	9
	PROFISCO – Alagoas	CLP	7
	PROFISCO Amapá	CLP	7
	PROFISCO – Bahia	ESP	45
	PROFISCO – Distrito Federal	CLP	32
	PROFISCO – Programme de modernisation intégré du ministère des finances	CLP	20
	PROFISCO – Roraima	CLP	6
	Programme d'accélération des progrès de l'éducation en Amazonas	ESP	151
	Programme d'amélioration de la qualité et d'expansion de l'éducation de base	ESP	201
	Programme de soutien de la modernisation de la Advocacia-Geral da União	ESP	17

(suite à la page suivante)

Tableau IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2013 *(suite)*

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
	Programme routier pour la logistique et l'intégration – Ceará IV	ESP	400
	Programme d'investissement dans le réseau routier de l'État de São Paulo	GOM	480
	Programme de développement du tourisme durable dans l'État de Para (PRODETUR PARA)	GOM	26
	Renforcement de la gestion de la santé dans l'État de São Paulo	ESP	270
	Renforcement de la prévention et de la lutte contre la corruption dans la gestion publique	ESP	18
	Programme de développement durable de l'Acre (PDSA-II)	ESP	72
	Programme de développement du tourisme de Sergipe	GOM	60
	Mise à jour du programme de développement et d'inclusion sociale	GOM	26
Chili	Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo	PSI	200
	Banco Santander Chili – prêt A TFFP	PSI	100
	Banco Santander Chili – 2d prêt A TFFP	PSI	100
	Projet d'énergie solaire photovoltaïque de Pozo Almonte et Calama	PSI	41
Colombie	Programme intégré de transformation du réseau de transport en commun de Bogotá	GCR	40
	Comfama : Leasing social pour la base de la pyramide à Antioquia	PSI	6
	Programme de financement de l'efficacité énergétique CTF	GCR	10
	Prêt III pour le développement du financement des placements	CLP	200
	Programme de développement durable dans San Andrés, Providencia et Sta Catalina	ESP	70
	Programme de renforcement du système d'investissement public	ESP	8
	Programme de soutien des partenariats public/privé dans les infrastructures	TCR	25
	Promigas : Programme de financement non bancaire Brilla	PSI	20
	Réforme pour le renforcement du système national de formation du capital humain – Phase II	PBP	400
	Soutien de la politique nationale en matière de sécurité routière	TCR	10
	Soutien de la réforme du système de santé et de sécurité sociale	PBP	250
	Soutien de la mise en œuvre de la politique logistique nationale	TCR	15
Costa Rica	Partenariat de financement des PME Banco BCT	PSI	8
	Partenariat de financement des PME Banco General Costa Rica	PSI	8
	Partenariat de financement des MPME Banco Nacional de Costa Rica	PSI	100
	Partenariat de financement des PME Bancredito	PSI	10
	Programme de transport des infrastructures	GOM	450
	Réduction de la ligne de financement du Costa Rica par Scotiabank	PSI	40
El Salvador	Partenariat de financement pour l'internationalisation des PME BAC	PSI	20
	Partenariat de financement des PME Banco Agricola	PSI	90
	Partenariat de financement des PME Banco G&T Continental	PSI	5
	Ligne de crédit préventive pour le développement durable	CLD	100
	Accès au financement pour les petits commerçants à la base de la pyramide	PSG	5
	Programme d'amélioration du corridor Pacifique méso-américain	GOM	115
	Développement touristique de la zone côtière	ESP	25
Équateur	Programme d'investissement dans le développement rural de Chimborazo	ESP	15
	Programme d'électrification des zones rurales et urbaines marginales – II	ESP	30
	Amélioration de l'accès au financement productif pour les petits agriculteurs	PSI	7
	Amélioration de la fonction de contrôle du contrôleur général de l'État	ESP	20
	Programme d'amélioration de la gestion des services aux citoyens	ESP	270
	Programme de soutien des routes provinciales	GOM	60
	Système de transport urbain métropolitain de Quito	SUP	100

(suite à la page suivante)

Tableau IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2013 *(suite)*

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
Guatemala	Partenariat de financement pour l'internationalisation des PME BAC	PSI	20
	Banco G&T Continental S.A. – prêt A TFFP	PSI	21
	Banco G&T Continental S.A. – prêt A/B TFFP	PSI	5
	Partenariat de financement des PME Banco Industrial	PSI	150
Guyana	Renforcement du secteur de l'environnement-I	PBP	17
Haïti	Renforcement et réforme institutionnels du secteur agricole I	PBP	15
	Programme de transformation institutionnelle du secteur de l'énergie III	PBP	22
	Projet d'eau et d'assainissement de Port-au-Prince II	ESP	36
	Programme d'infrastructures productives II	ESP	41
	Soutien au secteur des transports en Haïti III	ESP	50
	Programme de gestion de l'eau dans le bassin de l'Artibonite	ESP	25
Honduras	Partenariat de financement pour l'internationalisation des PME BAC	PSI	30
	Banco Atlantida S.A. (Honduras) – prêt A TFFP	PSI	25
	Banco Atlantida S.A. (Honduras) – prêt A TFFP	PSI	5
	Banco Ficohsa S.A (Honduras). – prêt A TFFP	PSI	20
	Banco Lafise S.A. (Honduras) – prêt A TFFP	PSI	5
	Amélioration du corridor Atlantique. Financement supplémentaire II	SUP	17
	Programme d'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services et réseaux de santé	ESP	50
	Programme de soutien du réseau de protection sociale II	ESP	100
	Soutien de l'intégration du Honduras au marché de l'électricité de la région	ESP	23
Jamaïque	Programme d'efficacité du secteur public	ESP	25
Mexique	Balam Fund I, L.P.	PSI	50
	FOMEPADE – Amélioration de l'accès au logement pour les fonctionnaires à la base de la pyramide	PSI	7
	Programme de formation aux ressources humaines	ESP	170
	Laudex – Expansion de la disponibilité des prêts aux étudiants	PSI	10
	Programme de dynamisation de la productivité	PBP	800
	Soutien au programme de développement humain « Oportunidades »	ESP	600
	Durabilité de l'approvisionnement en eau pour les communautés rurales	GOM	450
	VINTE, Viviendas Integrales S.A.P.I. de C.V. II	PSG	7
Nicaragua	Partenariat de financement pour l'internationalisation des PME BAC	PSI	30
	Accès au crédit pour les chaînes productives rurales	GCR	20
	Élargissement des soins de santé aux communautés de la région du Couloir de la sécheresse	ESP	35
	Partenariat de financement des PME Lafise – Bancentro	PSI	15
	Programme de renforcement du secteur électrique	PBP	45
	Programme de soutien au secteur des transports III	GOM	92
Panama	Partenariat de financement pour l'internationalisation des PME BAC	PSI	20
	Partenariat de financement des PME BCT Bank International	PSI	8
	Renforcement de la gestion macrofinancière et fiscale II	PBP	200
	Programme multiphase d'investissement en eau et assainissement – Phase II	PFM	54

(suite à la page suivante)

Tableau IV. État des opérations approuvées (5 millions de dollars ou plus), 2013 *(suite)*

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays	Projet	Type	Montant
Paraguay	Banco Familiar- Inclusion financière de la base de la pyramide	PSI	10
	Partenariat de financement des PME Banco Regional	PSI	20
	Financement productif pour les microentrepreneurs à la base de la pyramide	PSI	6
	Corridors d'intégration, Réhabilitation et maintenance du réseau routier – Phase II	PFM	122
	Programme de promotion de l'investissement	ESP	10
	Promotion de l'industrialisation de la production du soja au Paraguay (CAIASA)	PSI	92
	Partenariat de financement des PME Sudameris Bank	PSH	26
Pérou	Accès au financement et aux services de conseil concernant le logement	PSI	20
	Programme de compétitivité de l'agriculture III	PBP	25
	Amélioration du système de contrôle national pour une gestion publique efficace et intègre	ESP	20
	Amélioration du service d'information budgétaire pour la rémunération dans le secteur public	ESP	10
	Projet d'amélioration du programme national d'innovation agricole	ESP	40
	Programme de gestion des résultats pour l'inclusion sociale I	PBP	30
	Soutien du programme en matière de changements climatiques, III	PBP	25
	Universidad San Ignacio de Loyola – Expansion	PSI	25
Région	Banco Itau BBA (Bahamas) TFFP – prêt A TFFP	PSI	200
	Fonds d'infrastructure mezzanine pour l'Amérique centrale II	PSI	100
	Hidrovias Transport	PSI	100
République dominicaine	Développement commercial et compétitivité dans la Province de San Juan	GOM	35
	Programme de soutien à la consolidation fiscale	PBP	350
	Renforcement de la gestion des résultats pour la santé du secteur	ESP	146
	Soutien du programme « progresser grâce à la solidarité »	ESP	100
	Programme de soutien à MPME	ESP	30
Suriname	Renforcement du secteur financier II	PBP	0
	Modernisation des services publics agricoles – I	PBP	15
	Réforme de la politique de revenus et de l'administration I	PBP	20
	Soutien à l'amélioration de la durabilité des services d'électricité	ESP	30
	Soutien au renforcement institutionnel du secteur énergétique II	PBP	10
Trinité-et-Tobago	Programme de prévention et d'évacuation des crues	ESP	120
	Programme de promotion de la délocalisation mondiale des services	ESP	18
	Gestion renforcée des informations au service du registraire général	ESP	20
Uruguay	Projet d'énergie éolienne de Carapé I & II	PSI	133
	Programme de transports urbains de Montevideo II	SUP	18
	Programme d'amélioration des quartiers II	CLP	70
	Programme de positionnement stratégique international	PBP	550
	Programme de soutien de la DINAMA (Dirección Nacional de Medio Ambiente)	ESP	5
	Projet de gestion électronique publique dans le secteur de la santé	CLP	6

Acronymes :
CLP, Ligne de crédit conditionnelle au titre d'investissement; ERF, Mécanisme de reconstruction d'urgence; ESP, Investissements; GCR, Crédit global; GOM, Ensemble de travaux multiples; PBL/PBP/HIB, Appui de réformes et programmatique; PFM, Multiphase; PSG, Garantie secteur privé; PSH, Hybride secteur privé; PSI, Investissements secteur privé; PSS, Supplémentaire secteur privé; SUP, Financement supplémentaire; TCR, Coopération technique remboursable.

Tableau V. Souscriptions au capital social, quotes-parts de contribution et nombre de voix au 31 décembre 2013

(En millions de dollars des États-Unis)

Pays membres	Fraction souscrite du Capital ordinaire			% du nombre total de voix[2]	Quotes-parts de contribution au FOS
	Libérée	Exigible	Total		
Membres régionaux en développement					
Argentine	$ 538,2	$ 13 331,1	$ 13 869,3	11,027	$ 532,2
Bahamas	13,0	255,5	268,5	0,215	11,2
Barbade	6,5	159,8	166,3	0,134	1,9
Bélize	7,9	133,9	141,8	0,114	8,0
Bolivie	43,2	1 070,5	1 113,7	0,887	51,1
Brésil	538,2	13 331,1	13 869,3	11,027	573,2
Chili	147,8	3 660,7	3 808,5	3,029	166,1
Colombie	147,8	3 660,7	3 808,5	3,029	161,2
Costa Rica	21,6	535,4	557,0	0,444	24,5
Équateur	28,8	714,6	743,4	0,592	31,9
El Salvador	21,6	535,4	557,0	0,444	22,5
Guatemala	28,8	714,6	743,4	0,592	34,4
Guyana	8,9	197,9	206,8	0,166	8,7
Haïti	21,6	535,4	557,0	0,444	22,9
Honduras	21,6	535,4	557,0	0,444	27,8
Jamaïque	28,8	714,6	743,4	0,592	30,2
Mexique	346,0	8 569,5	8 915,5	7,089	346,4
Nicaragua	21,6	535,4	557,0	0,444	25,4
Panama	21,6	535,4	557,0	0,444	26,7
Paraguay	21,6	535,4	557,0	0,444	29,3
Pérou	72,0	1 784,2	1 856,2	1,477	84,0
République dominicaine	28,8	714,6	743,4	0,592	35,7
Suriname	6,3	107,2	113,5	0,092	6,6
Trinité-et-Tobago	21,6	535,4	557,0	0,444	22,0
Uruguay	57,7	1 429,6	1 487,3	1,184	58,7
Venezuela	249,3	5 568,5	5 817,8	4,626	315,3
Total des membres en développement de la région	**2 471,2**	**60 401,6**	**62 872,8**	**50,014**	**2 657,9**
Canada[3]	**198**	**7 906**	**8 104**	**4,006**	**329**
États-Unis	**1 484,9**	**36 309,5**	**37 794,4**	**30,046**	**5 076,4**
Membres extra-régionaux					
Allemagne	93,7	2 292,9	2 386,6	1,899	241,3
Autriche	7,9	192,7	200,6	0,161	21,0
Belgique	16,2	396,9	413,1	0,330	44,6
Chine	0,1	3,1	3,2	0,004	131,1
République de Corée	0,1	3,1	3,2	0,004	1,0
Croatie	2,4	58,4	60,8	0,050	6,2
Danemark	8,4	205,0	213,4	0,171	21,0
Espagne	93,7	2 292,9	2 386,6	1,899	226,4
Finlande	7,9	192,7	200,6	0,161	19,9
France	93,7	2 292,9	2 386,6	1,899	232,8
Israël	7,8	190,0	197,8	0,159	18,0
Italie	93,7	2 292,9	2 386,6	1,899	227,2
Japon	247,4	6 050,2	6 297,6	5,008	623,3
Norvège	8,4	205,0	213,4	0,171	21,0
Pays-Bas	14,6	325,6	340,3	0,272	36,9
Portugal	2,6	65,1	67,7	0,055	8,2
Royaume-Uni	47,6	1 164,5	1 212,1	0,965	183,9
Slovénie	1,5	35,5	37,0	0,031	3,6
Suède	16,1	394,5	410,6	0,328	42,2
Suisse	23,3	569,0	592,3	0,472	67,1
Total membres extra-régionaux	**787,0**	**19 222,9**	**20 009,9**	**15,933**	**2 176,5**
Total general	**$4 941,1**	**$123 840,0**	**$128 781,1**	**100,000**	**10 239,7**

[1] Les chiffres ayant été arrondis, les totaux partiels et généraux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.

[2] Chaque pays membre possède le même nombre de voix pour les décisions concernant le Capital ordinaire et le FOS, Sauf stipulation contraire dans l'Accord constitutif de la Banque, toutes les questions sont décidées à la majorité du nombre de voix total des pays membres.

[3] La part souscrite du Capital ordinaire comprend 254 171 actions du capital exigible temporaires ne donnant pas droit de vote, d'une valeur au pair de 3 066 millions de dollars, Ces actions ne sont pas incluses dans le calcul du nombre de voix.

Tableau VI. Grille des salaires du personnel (Washington, D.C.)

au 31 décembre 2013 (En dollars des États-Unis)

Grade	Titres représentatifs de la fonction	Minimum	Maximum	Personnel à ce grade Moyenne Niveau (%)	Moyenne Salaire/ Grade	Moyenne Prestations[1]
12	Soutien administratif	38 066	60 905	0,2%	42 814	17 982
11	Assistant	42 393	67 830	1,3%	48 747	20 474
10	Coordinateur administratif	48 662	77 860	4,9%	61 150	25 683
9	Assistant senior/Analyste	60 350	90 525	4,5%	71 695	30 112
8	Analyste senior/Coordinateur Administratif senior	68 319	102 478	4,8%	80 152	33 664
7	Adjoint	77 883	116 824	4,6%	87 420	36 716
6	Adjoint principal	87 661	131 491	8,7%	94 722	39 783
5	Spécialiste	98 748	148 121	17,2%	105 841	44 453
4	Spécialiste senior	108 386	173 417	18,8%	123 161	51 728
3	Spécialiste en chef	123 186	197 098	18,4%	148 179	62 235
2	Chef d'unité/Spécialiste principal	148 183	222 274	7,7%	177 334	74 480
1	Chef de division	169 313	245 504	4,5%	206 800	86 856
R	Représentant dans un bureau extérieur	169 313	261 343	1,5%	202 882	85 210
E5	Directeur de secteur	209 074	261 343	1,1%	236 464	99 315
E4	Chef du Bureau indépendant	235 372	294 215	0,2%	260 338	109 342
E3	Directeur général	267 386	334 232	1,1%	301 984	126 833
E2	Vice-président	286 556	343 866	0,2%	331 573	139 261
E1	Vice-président exécutif	305 250	366 300	0,1%	366 300	153 846
P	Président		446 969[2]	0,1%	446 969	187 727

[1] Inclut les congés annuels, l'assurance maladie, l'assurance vie et l'assurance invalidité ; les prestations de préretraite échues et autres avantages non salariaux.
[2] N'inclut pas l'indemnité de cadre de 79 993 dollars.

Tableau VII. Dépenses administratives consolidées

(En millions de dollars des États-Unis)

Catégorie	2011 Résultats réels	2012 Résultats réels	2013 Résultats réels
Assemblée des gouverneurs	$ 4,0	$ 4,4	$ 3,4
Conseil d'administration	20,1	20,1	19,7
Bureau d'évaluation	7,1	8,1	8,2
Mécanisme de consultation et d'investigation indépendant	1,7	1,8	2,0
Siège et bureaux des pays	552,4	576,1	521,3
Total administratif brut [1,2,3,4,5,6,7]	**585,3**	**610,5**	**554,6**
Remboursement des fonds sous l'administration et la SII	(5,6)	(3,4)	(4,0)
Remboursement MIF et INTAL, revenu administratif	(4,6)	(5,4)	(8,3)
Total Administratif Net	**575,1**	**601,7**	**542,3**
Capital	29,8	37,2	44,5
Total Administratif net et capital	**$604,9**	**$638,9**	**$586,8**

[1] N'inclut pas la dépréciation de 24,8 millions, de 28,3 millions et de 23,7 millions de dollars en 2011, 2012 et 2013, respectivement.
[2] N'inclut pas une réduction des coûts remboursés par anticipation des régimes de pensions de retraite d'un montant de 4,7 millions et 66,5 millions de dollars respectivement, en 2011 et 2012. N'inclut pas les coûts des régimes de pensions de retraite de 244,5 millions de dollars en 2013, qui incluent l'amortissement des pertes actuarielles de 105 millions.
[3] En 2013, la contribution de la Banque au régime de prestations de retraite n'est plus incluse dans les comptes. Cette contribution était de 110,1 millions en 2013.
[4] Le cas échéant, n'inclut pas les 4,1 millions et 4,2 millions de dépenses liées au réalignement, la Fondation interaméricaine pour la culture et le développement, la perte sur disposition d'actifs immobilisés et les dépenses liées aux projets d'immobilisation non capitalisées en 2011 et 2012, respectivement. N'inclut pas 12,5 millions de dollars de dépenses liées à des projets d'immobilisations non capitalisées en 2013.
[5] Inclut les frais prépayés de 1,8 million, 3,4 millions et 4,0 millions de dollars en 2011, 2012 et 2013, respectivement.
[6] N'inclut pas les frais remboursés à l'aide du fonds sous administration de 1,2 million, de 2,1 millions et de 2,4 millions de dollars en 2011, 2012 et 2013, respectivement.
[7] En 2012, n'inclut pas le renversement de 25,3 millions de dollars de dépenses liées aux années précédentes.

Annexe I. Gouverneurs et Suppléants

Pays	Gouverneur	Suppléant
ALLEMAGNE	Hans-Joachim Fuchtel	Martin Dippl
ARGENTINE	Axel Kicillof	Juan Carlos Fábrega
AUTRICHE	Maria Fekter	Edith Frauwallner
BAHAMAS	Michael Halkitis	John Rolle
BARBADE	Christopher Peter Sinckler	Grantley W. Smith
BELGIQUE	Koen Geens	Franciscus Godts
BELIZE	Dean Barrow	Joseph Waight
BOLIVIA	Elba Viviana Caro Hinojosa	Luis Alberto Arce Catacora
BRÉSIL	Miriam Aparecida Belchior	João Guilherme Rocha Machado
CANADA	John Baird	Rob Stewart
CHILI	Felipe Larraín	Julio Dittborn Cordúa
CHINA	Xiaochuan Zhou	Yi Gang
COLOMBIE	Mauricio Cárdenas Santa María	Tatiana María Orozco de la Cruz
RÉPÚBLIQUE DE CORÉE	Oh-Seok Hyun	Choongsoo Kim
COSTA RICA	Edgar Ayales	Rodrigo Bolaños Zamora
CROATIE	Slavko Linic	Boris Lalovac
DANEMARK	Christian Dons Christensen	Thomas Djurhuus
EL SALVADOR	Alexander E. Segovia Cáceres	Carlos Enrique Cáceres Chávez
ÉQUATEUR	Patricio Rivera Yánez	Jeannette Sánchez Zurita
ESPAGNE	Luis de Guindos Jurado	Fernando Jiménez Latorre
ÉTATS-UNIS	Jacob J. Lew	Robert D. Hormats
FINLANDE	Anne Sipiläinen	Riikka Laatu
FRANCE	Pierre Moscovici	Ramón Fernández
GUATEMALA	María Castro	Edgar Baltazar Barquín Durán
GUYANE	Ashni Kumar Singh	Clyde Roopehand
HAÏTI	Wilson Laleau	Laurent Salvatore Lamothe
HONDURAS	Wilfredo Rafael Cerrato Rodriguez	Marlon R. Tabora Muñoz
ISRAËL	Karnit Flug	Oded Brook
ITALIE	Fabrizio Saccomanni	Ignazio Visco
JAMAÏQUE	Peter D. Phillips	Devon Rowe
JAPON	Taro Aso	Haruhiko Kuroda
MEXIQUE	Luis Videgaray Caso	Fernando Aportela Rodríguez
NICARAGUA	Ivan Adolfo Acosta Montalván	Manuel Coronel Novoa
NORVÉGE	Hans Brattskar	Kare Stormark
PANAMA	Frank De Lima G.	Darío Espinosa
PARAGUAY	Germán Rojas Irigoyen	Pedro Daniel Correa Ramírez
PAYS-BAS	Liliana Ploumen	Rob Swartbol
PÉROU	Luis Miguel Castilla Rubio	Carlos Augusto Oliva Neyra
PORTUGAL	Maria Luís Albuquerque	Manuel Rodrigues
RÉPÚBLIQUE DOMINICAINE	Simón Lizardo Mezquita	Juan T. Montás
ROYAUME-UNI	Justine Greening	Alan Duncan
SLOVÉNIE	Uros Cufer	Mitja Mavko
SUÈDE	Ann-Sofie Nilsson	Per Örneus
SUISSE	Beatrice Maser Mallor	Sybille Suter
SURINAME	Gillmore Hoefdraad	Andojo Rusland
TRINITÉ - ET - TOBAGO	Bhoendradatt Tewarie	Vasant Bharath
URUGUAY	Mario Bergara	Jorge Polgar
VENEZUELA	Rodolfo Clemente Marco Torres	Julio Cesar Viloria Sulbarán

Au 14 février 2014.

Annexe II. Les Administrateurs et Administrateurs Suppléants

			Nombre de voix	Pourcentage de voix
Luis Hernando Larrazabal. **BOLIVIE** Hugo Rafael Cáceres (Suppléants). **PARAGUAY**	**Élu par:** Bolivie Paraguay	 Uruguay	262.191	2.51
Maria Perez Ribes. **ESPAGNE** Per Oyvind Bastoe (Suppléants). **NORVÈGE**	**Élu par:** Autriche Danemark Espagne Finlande	 France Norvège Suède	499.297	4.79
Juan Carlos Echeverry Garzón. **COLOMBIA** Kurt Johnny Burneo Farfán (Suppléants). **PERÚ**	**Élu par:** Colombie	 Pérou	469.844	4.50
Maria de los Angeles González Miranda. **MEXIQUE** Muriel Alfonseca (Suppléants). **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**	**Élu par:** Mexique	 République Dominicaine	800.948	7.68
Gabriela V. Costa. **ARGENTINE** Federico Chinchilla (Suppléants). **ARGENTINE**	**Élu par:** Argentine	 Haïti	1 196.133	11.47
Yasuhiro Atsumi. **JAPON** Hironori Kawauchi (Suppléants). **JAPON**	**Élu par:** Croatie Japon République de Corée	 Portugal Slovénie Royaume-Uni	637.309	6.11
Kurt Kisto. **TRINITÉ-ET-TOBAGO** Zulfikar Ally (Suppléants). **GUYANE**	**Élu par:** Bahamas La Barbade Guyane	 Jamaïque Trinité-et-Tobago	161.658	1.55
Leo Kreuz. **ALLEMAGNE** Christian Hofer (Suppléants). **SUISSE**	**Élu par:** Allemagne Belgique Chine Israël	 Italie Pays-Bas Suisse	524.763	5.03
Ricardo de Medeiros Carneiro. **BRÉSIL** Cristina Penido de Freitas (Suppléants). **BRÉSIL**	**Élu par:** Brésil	 Suriname	1 159.378	11.11
Carla Anaí Herrera Ramos. **GUATEMALA**	**Élu par:** Belize Costa Rica El Salvador	 Guatemala Honduras Nicaragua	258.868	2.48
James A. Haley. **CANADA** Carol Nelder-Corvari (Suppléants). **CANADÁ**	**Élu par:** Canada		417.746	4.00
Gustavo Arnavat. **ÉTATS-UNIS**	**Élu par:** États-Unis		3 133.110	30.04
Adina Bastidas. **VENEZUELA** Antonio De Roux (Suppléants). **PANAMA**	**Élu par:** Panama	 Venezuela	528.706	5.07
Alejandro Foxley Tapia. **CHILI** Xavier Eduardo Santillán (Suppléants). **ÉQUATEUR**	**Élu par:** Chili	 Équateur	377.601	3.62
TOTAL			**10 427.552**	**100.00***

Bureau d'Evaluación et de surveillance
Cheryl W. Gray, Directeur

Au 28 de février 2014.
* Le total de 100% peut ne pas correspondre à la somme des pourcentages individuels.

Annexe III. Les Agents Principaux

Président	Luis Alberto Moreno
Vice-présidente exécutive	Julie T. Katzman
Vice-président pour les pays	Roberto Vellutini
Vice-président pour les secteurs et le savoir	Santiago Levy Algazi
Vice-président des finances et de l'administration	Jaime Alberto Sujoy
Vice-président, a.i., du secteur privé et des opérations sans garantie souveraine	Hans Schulz
Directeur général et économiste en chef, Direction de la Recherche et économiste en chef	José Juan Ruiz Gómez
Directeur général, Département géographique – Cône Sud	José Luis Lupo
Directrice général, Département géographique – Groupe andin	Carola Alvarez
Directrice générale, Département géographique – Amérique centrale, Mexique, Panama et République dominicaine	Gina Montiel
Directeur général, Département géographique – Caraïbes	Gerard S. Johnson
Directeur général, Département géographique – Haïti	José Agustín Aguerre
Secrétaire	Germán Quintana
Conseiller juridique	Jorge Alers
Chef de cabinet, Bureau de la présidence	Luis Alberto Giorgio
Conseiller principal auprès de la vice-présidente exécutive	Juan Pablo Bonilla
Directeur général et directeur financier, Département des finances	Edward Bartholomew
Directeur général et principal responsable de l'efficacité du développement, Bureau de la planification stratégique et de l'efficacité du développement	Veronica Zavala
Directeur général, Département du budget et des services administratifs	Yeshvanth Edwin
Directeur général, Département du financement structuré et corporatif	Hans Schulz
Directrice générale, Département des ressources humaines	Claudia Bock-Valotta
Directeur général et chef des services d'information, Département de la technologie de la Simon Gauthier information	Simon Gauthier
Directrice générale, Bureau du fonds multilatéral d'investissement	Nancy Lee
Commissaire aux comptes principal	Jorge da Silva
Directeur général, Bureau des relations extérieures	Marcelo Cabrol
Directeur, secteur de l'infrastructure et de l'environnement	Alexandre Meira da Rosa
Directeur, secteur social	Héctor Salazar Sánchez
Directrice, secteur de la capacité institutionnelle et des finances	Ana Maria Rodríguez-Ortiz
Directeur, secteur de l'intégration et du commerce	Antoni Estevadeordal
Directrice, secteur du savoir et de l'apprentissage	C. Federico Basañes
Directeur, secteur en charge de garantir des opportunités pour la majorité	Luiz Ros
Conseiller, Bureau des partenariats stratégiques	Bernardo Guillamón
Conseiller, Bureau de la gestion des risques et chef de la gestion des risques	Gustavo De Rosa
Chef du Bureau de l'intégrité institutionnelle	Maristella Aldana
Secrétaire exécutive, Mécanisme indépendant de consultation Victoria Márquez-Mees	Victoria Márquez-Mees
Conseiller de l'éthique	Daisy Fernandez Seebach

Au 31 décembre 2013.

ARGENTINE, Hugo Florez Timoran
Calle Esmeralda 130, pisos 19 y 20
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tel: 4320-1800

BAHAMAS, Astrid Wynter
IDB House, East Bay Street
(P.O. Box N-3743)
Nassau Tel: 396-7800

LA BARBADE, Joel Branski
Maple Manor, Hastings
(P.O. Box 402)
Christ Church Tel: 227-8500

BELIZE, Anneke Jessen
1024 Newtown Barracks
101 1st floor
Marina Towers Building
(P.O. Box 1853)
Belize City Tel: 221-5300

BOLIVIE, Baudouin Duquesne
Edificio "BISA", piso 5
Avda. 16 de Julio, 1628
(Casilla 5872)
La Paz Tel: 2217-7700

BRÉSIL, Daniela Carrera
Setor de Embaixadas Norte
Quadra 802 Conjunto F
Lote 39 - Asa Norte
70800-400 Brasília, D.F. Tel: 3317-4200

CHILI, Luis Estanislao Echebarría
Avenida Pedro de Valdivia 0193, piso 10
(Casilla 16611)
Correo 9 (Providencia)
Santiago Tel: 431-3700

COLOMBIE, Rafael de la Cruz
Carrera 7, N 71-21
Torre B, piso 19
Edificio Bancafe
Bogotá Tel: 325-7000

COSTA RICA, Fernando Quevedo
Centro Corporativo El Cedral
Edificio A, piso 4
Escazú, San José Tel: 2588-8700

ÉQUATEUR, Morgan Doyle
Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero
Ed. World Trade Center - Torre II, piso 9
(Apartado postal 17-07-9041)
Quito Tel: 299-6900

EL SALVADOR, Rodrigo Parot
Edificio World Trade Center, piso 4
89 Avda. Norte y Calle El Mirador
San Salvador Tel: 2233-8900

GUATEMALA, Pablo Roldán
3era Avenida 13-78, Zona 10
Torre Citigroup – Nivel 10
(Apartado postal 935)
Guatemala Tel: 2327-4300

GUYANE, Sophie Makonnen
47 High Street, Kingston
(P.O. Box 10867)
Georgetown Tel: 225-7951

HAÏTI, Agustín Aguerre
Banque interaméricaine de développement
Bourdon 389
(Boîte postale 1321)
Port-au-Prince Tel: 2812-5000

HONDURAS, David Ian Walker
Colonia Lomas del Guijarro Sur
Primera Calle
(Apartado postal 3180)
Tegucigalpa Tel: 290-3500

JAMAÏQUE, Gerald Johnson
40-46 Knutsford Blvd., 6th floor
(P.O. Box 429)
Kingston 10 Tel: 764-0815

MEXIQUE, Mercedes Rosalba Araoz Fernández
Avda. Paseo de la Reforma 222, piso 11
Colonia Juárez
Delegación Cuauhtémoc
06600 México, D.F. Tel: 9138-6200

NICARAGUA, Carlos N. Melo
Edificio BID
Km. 4 ½ Carretera a Masaya
(Apartado postal 2512)
Managua Tel: 264-9080

PANAMA, Tomás Bermudez
Avda. Samuel Lewis, Obarrio
Torre HSBC, piso 14
(Apartado postal 0816-02900)
Panamá 5 Tel: 206-0900

PARAGUAY, Eduardo Marquez Almeida
Calle Quesada esq. Legión Civil Extranjera
(Casilla 1209)
Asunción Tel: 616-2000

PÉROU, Fidel Jaramillo
Dean Valdivia 148-Piso 10
Centro Empresarial Platinum Plaza
San Isidro, Lima Tel: 215-7800

REPÚBLIQUE DOMINICAINE
Flora Montealegre Painter
Calle Luis F. Thomen esq. Winston Churchill
Torre BHD, piso 10
(Apartado postal 1386)
Santo Domingo Tel: 784-6400

SURINAME, Marco Carlo Nicolá
Peter Bruneslaan 2-4
Paramaribo Tel: 52-1201

TRINITÉ-ET-TOBAGO,
Michelle Cross Fenty
17 Alexandra Street, St. Clair
(P.O. Box 68)
Port of Spain Tel: 822-6400

URUGUAY, Juan José Taccone
Rincón 640 esq. Bartolomé Mitre
(Casilla de correo 5029)
11000 Montevideo Tel: 915-4330

VENEZUELA, Rocío Medina-Bolívar
Av. Venezuela, Torre Principal
Banco Bicentenario Piso 3,
El Rosal, Caracas 1060 Tel: 955-2900

INSTITUT POUR L'INTEGRATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARÏBES
Gabriela Schamis
Calle Esmeralda 130, pisos 16 y 17
(Casilla de correo 181, Sucursal 1)
Buenos Aires Tel: 4323-2350

BUREAU EN ASIE
Yoshihisa Ueda
Fukoku Seimei Building 16-F 2-2-2
Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku
Tokyo 100-0011, Japan Tel: 3591-0461

BUREAU EN EUROPE
A. Alvarez van Gustedt
Calle de Bailén 41
Madrid 28005 Tel: 91-364-6950

Au 31 décembre 2013.

Le rapport annuel est elaboré par le Bureau des relations extérieures de la BID.

Rédacteur en chef : John Ferriter
Coordinatrice du design de la BID : Dolores Subiza
Rédactrice adjointe : Catalina Geib
Rédacteur français: Peritus Language Services

Crédits photos :

Brésil. Dans le cadre du Programme de restauration socio-environnementale des forêts du littoral atlantique et de Serra do Mar, les communautés locales ont pris part au processus décisionnel concernant les choix possibles de logement et de relocalisation. Le nombre de familles résidant dans la région du Parc de l'état de Serra do Mar qui bénéficieront de ce programme est estimé à 2 400. Photo avec l'aimable autorisation de Projeto ComCom.

Pages intérieures : page iv, Patricia Rincón Mautner; page 4, Carlos Andrés Echevarria; page 14, Paola Cresta; page 22, MNO Vervat.

Ce rapport peut être consulté en ligne à **www.iadb.org/ar/2013.**

Imprimé sur papier recyclé

BID

www.iadb.org

ISSN: 0253-603X